

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2200

24 août 2015

SOMMAIRE

Andermatt Invest H30304 AG	105560	POL-CK S.A.	105558
Apollo BidCo S.à r.l.	105561	Polichem S.A.	105558
Crédit Suisse (Luxembourg) S.A.	105599	Pomy S.à r.l.	105557
Digital Luxembourg Sàrl	105600	Portlux	105557
EdR Real Estate (Eastern Europe) Finance S.à r.l.	105600	QS Geo Mandates SCA SICAR	105559
Financière CLAC S.A.	105600	Real Estate Development 2015 S.à r.l.	105558
Goedert Participations S.C.A.	105555	Regulux S.à r.l.	105559
Goodison Real Estate S.à r.l.	105555	Rembrandtin Coatings Holding S.à r.l.	105556
Goodman Lazulite Logistics (Lux) S.à r.l.	105554	RM2 International S.A.	105559
Goodman Rheinberg II Logistics (Lux) S.à r.l.	105555	Robim S.A.	105557
Jan Van Geet Plus S.C.A.	105554	Roccia S.A., SPF	105559
JSS Investmentfonds II	105554	Rockspring TransEuropean Properties V K S.à r.l.	105558
MACSF RE S.A.	105556	Santé Europe Investissements S.à r.l.	105586
Mondi	105556	Seraph S.à r.l.	105560
Mondi German Investments	105556	Siska Invest S.A.	105596
Naturhome S.A.	105584	Société Anonyme Paul WURTH	105560
OCM Luxembourg EPOF A S.à r.l.	105554	Sorille S.A.	105599
OCM Luxembourg POF IV AIF (Delaware) S.à r.l.	105554	Stena Drilling International	105599
Partners Group Secondary 2011 (EUR) S.C.A., SICAR	105555	Stena Investment S.à r.l.	105599
PEC Koenig Partnership S.C.S.	105585	STENA Royal S.à r.l.	105599
Pertento S.à r.l.	105555	Strom S.A.	105592
Pharos Real Estate Fund, S.C.A., SICAV-FIS	105556	Sub Lecta 2 S.A.	105581
Philureg S.A.	105557	Sub Lecta S.A.	105581
		Telesto S.A.	105589
		Utah JV S.à r.l.	105589
		WP Energy Luxco S.à r.l.	105597

Goodman Lazulite Logistics (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 136.614.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015100462/9.

(150110460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

OCM Luxembourg EPOF A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 135.993.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juin 2015.

Référence de publication: 2015100666/10.

(150110216) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

OCM Luxembourg POF IV AIF (Delaware) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 133.367.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juin 2015.

Référence de publication: 2015100671/10.

(150110217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

Jan Van Geet Plus S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 176.342.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015100523/11.

(150110553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

JSS Investmentfonds II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 197.037.

En date du 9 juin 2015 le conseil d'administration a pris note de la démission de Monsieur Nils OSSENBRINK en tant que administrateur de la Société avec effet au 4 juin 2015.

Pour JSS INVESTMENTFONDS II

Société d'investissement à capital variable

Société anonyme

RBC Investor Services Bank S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2015102357/14.

(150112156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Goodman Rheinberg II Logistics (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 158.797.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015102255/9.

(150111710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Goedert Participations S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 140, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 26.236.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2015102272/10.

(150112255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Goodison Real Estate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1513 Luxembourg, 63, boulevard Prince Félix.

R.C.S. Luxembourg B 84.487.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juin 2015.

Référence de publication: 2015102273/10.

(150111787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Pertento S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 184.818.

Les comptes annuels pour la période du 25 février au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015102536/11.

(150111215) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Partners Group Secondary 2011 (EUR) S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 161.270.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale statutaire du 26 juin 2015

PricewaterhouseCoopers, 2 rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, est réélu comme réviseur d'entreprises pour un nouveau mandat se terminant à l'assemblée générale statutaire de 2016.

Extrait certifié sincère et conforme

Pour PARTNERS GROUP SECONDARY 2011 (EUR) S.C.A., SICAR

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2015102525/14.

(150111841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

MACSF RE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrerie.
R.C.S. Luxembourg B 134.799.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015102433/9.

(150112163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Mondi, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 612.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 98.996.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juin 2015.

Référence de publication: 2015102424/10.

(150111253) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Mondi German Investments, Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 99.049.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juin 2015.

Référence de publication: 2015102425/10.

(150111255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Pharos Real Estate Fund, S.C.A., SICAV-FIS, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2370 Luxembourg, 1, rue Peternelchen.
R.C.S. Luxembourg B 106.059.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2015106124/12.

(150116371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2015.

Rembrandtin Coatings Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.502,00.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.
R.C.S. Luxembourg B 183.475.

Les comptes annuels audités au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 juillet 2015.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015106153/13.

(150116135) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2015.

Robim S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 4.110.

Les comptes annuels au 30 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015106179/9.

(150116180) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2015.

Philureg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 148.619.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015106126/10.

(150116091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2015.

Portlux, Société Anonyme.

Siège social: L-6688 Mertert, Port de Mertert.
R.C.S. Luxembourg B 6.966.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2015106135/11.

(150116416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2015.

Pomy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 241.100,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 79.947.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 26 juin 2015

En date du 24 Juin 2015, l'associé unique de Pomy S. à r.l. ("la Société"), a pris les décisions suivantes:

- D'accepter la démission de Luxembourg Corporation Company SA, ayant son siège social au 20 rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en tant que Gérant de la société, avec effet immédiat;
- De nommer Chantal Gaspar, ayant son adresse professionnelle au 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg, au poste de Gérant de la société pour une durée illimitée;
- De nommer Anne Nesler, ayant son adresse professionnelle au 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg, au poste de Gérant de la société pour une durée illimitée;
- De nommer Amaury Ludes, ayant son adresse professionnelle au 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg, au poste de Gérant de la société pour une durée illimitée;
- De transférer le siège social de la Société du 2-8 avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, au 412F route d'Esch, L-1471 Luxembourg

Luxembourg, le 26 Juin 2015.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Mandataire

Référence de publication: 2015106134/24.

(150115775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2015.

POL-CK S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4959 Bascharage, 24, Op Zaemer.
R.C.S. Luxembourg B 135.806.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015106131/10.

(150116747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2015.

Rockspring TransEuropean Properties V K S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 187.029.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 juillet 2015.

Rockspring TransEuropean Properties V K S.à r.l.

Référence de publication: 2015106158/12.

(150116255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2015.

Real Estate Development 2015 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 196.440.

Extrait des résolutions prises par le Conseil de Gérance en date du 26 juin 2015

Il résulte d'une décision des membres du Conseil de Gérance en date du 26 juin 2015, que le siège social de la société est transféré transféré du 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, et ce avec effet au 3 juin 2015.

Luxembourg, le 2 juillet 2015.

Sabrina Vanherck

Le mandataire

Référence de publication: 2015106150/14.

(150116547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2015.

Polichem S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.
R.C.S. Luxembourg B 57.059.

EXTRAIT

Il résulte des décisions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue extraordinairement en date du 11 juin 2015 que le mandat des personnes suivantes a été renouvelé, et ce jusqu'à l'assemblée générale ordinaire approuvant les comptes au 31 décembre 2015:

- Madame Paola POLI, en tant qu'administrateur et Président du Conseil d'administration;
- Madame Katia CAMBON, en tant qu'administrateur;
- Monsieur Gilles DEPIENNE, en tant qu'administrateur; et
- PricewaterhouseCoopers, en tant réviseur d'entreprises agréé.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 2 juillet 2015.

Référence de publication: 2015106132/18.

(150116356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2015.

Roccia S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 132.190.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015106180/9.

(150115616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2015.

QS Geo Mandates SCA SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 174.098.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015106146/10.

(150115960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2015.

Regulux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3465 Dudelange, 68, rue de l'Etang.
R.C.S. Luxembourg B 55.725.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour REGULUX SARL

Société à responsabilité limitée
FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2015106169/12.

(150115738) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2015.

RM2 International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 5, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 132.740.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire de la Société tenue en date du 30 juin 2015 que:
- ont été réélus aux fonctions d'administrateurs jusqu'à l'assemblée générale approuvant les comptes au 31 décembre 2015:

1. Maître Charles DURO, résidant professionnellement au 3, rue de la Chapelle L-1325 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg);
2. Monsieur Jan Arie DEKKER résidant à NL-2101 Heemstede 25, Van Merlenlaan (Pays-Bas);
3. Monsieur John WALSH résidant 25, avenue des Alpes, CH-1820 Montreux (Suisse);
4. Monsieur Amaury DE SEZE résidant à 56 rue Emile Duray à B-1050 Ixelles (Belgique);
5. Monsieur Jean-François BLOUVAC résident à Chemin des Halliers, 9, CH-1234 Vessy (Suisse);
6. Monsieur Ian MOLSON résidant au 47, Chelsea Square, GB-SW3 6LH Londres (Royaume-Uni);
7. Lord ROSE résidant au 12, Launceston Place, GB-W8 5RL Londres (Royaume-Uni);
8. Monsieur Paul WALSH résidant à Balls Cross, GB- RH14 0 IJ Billingshurst (Royaume-Uni).

- a été réélue aux fonctions de réviseur d'entreprises agréé la société Grant Thornton Lux Audit SA établie 83 Pafébruch L-8308 Capellen jusqu'à l'assemblée générale approuvant les comptes au 31 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015106177/23.

(150116316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2015.

Seraph S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 186.008.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Seraph, S.à r.l.
Un mandataire*

Référence de publication: 2015106185/11.

(150116597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2015.

Andermatt Invest H30304 AG, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 157.771.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 1^{er} juillet 2015

Est nommé administrateur, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2017, Monsieur Marc ALBERTUS, employé privé, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Référence de publication: 2015106441/13.

(150116935) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2015.

Société Anonyme Paul WURTH, Société Anonyme.

Siège social: L-1122 Luxembourg, 32, rue d'Alsace.
R.C.S. Luxembourg B 4.446.

Auszug der Niederschrift der Jahreshauptversammlung Vom 12. Mai 2015

Aus der Niederschrift der Jahreshauptversammlung des Verwaltungsrates vom 12. Mai 2015 ergibt sich, dass folgende Beschlüsse einstimmig gefasst wurden:

„Die Hauptversammlung bestellt:

- Herrn Jean-Claude FINCK, geboren am 22. Januar 1956 in Luxemburg, geschäftsansässig in L-2954 Luxembourg, 1, Place de Metz;

- Frau Eva KREMER, geboren am 25. Februar 1970 in Luxemburg, geschäftsansässig in L- 1475 Luxembourg, 7, rue du Saint-Esprit;

- Herrn Patrick NICKELS, geboren am 3. Mai 1960 in Luxemburg, geschäftsansässig in L-2449 Luxembourg, 19-21, Boulevard Royal;

- Herrn Marco VALENTINY, geboren am 24. Dezember 1962 in Luxemburg, geschäftsansässig in L-2449 Luxembourg, 19-21, Boulevard Royal;

mit sofortiger Wirkung, zu Verwaltungsräten der Gesellschaft für ein Mandat jeweils über fünf (5) Jahre, welches am Tag der ordentlichen Hauptversammlung des Jahres 2020 abläuft."

und:

„BOO Audit, eine in Luxemburg beim Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B147570 eingetragene Aktiengesellschaft ansässig in 2, Avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg wird mit der Prüfung des (i) Einzeljahresabschlusses der Gesellschaft zum 31.12.2015 sowie des (ii) freiwillig erstellten Konzernjahresabschlusses der Gesellschaft zum 31.12.2015, beauftragt.

Obiger Auftrag endet am Tag der Hauptversammlung welche über den Jahresabschluss 2015 zu beschließen hat."

Beglaubigte Abschrift

Michel Wurth

Vorsitzender des Verwaltungsrates

Référence de publication: 2015106191/30.

(150115653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2015.

Apollo BidCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 29, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 172.247.

—
PROPOSAL FOR A CROSS-BORDER MERGER

The management boards of:

1. Cidron Ollopa B.V., a private company with limited liability (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) incorporated and validly existing under the laws of the Netherlands, having its registered seat in Amsterdam (the Netherlands) and its business office at Barbara Strozilaan 201, 1083 HN Amsterdam (the Netherlands), registered with the trade register of the Dutch Chambers of Commerce under number 63393883 (the "Acquiring Company"); and

2. Apollo BidCo S.à r.l. a private limited company (société à responsabilité limitée) validly existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office in 29 Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 172.247 (the "Disappearing Company"),

- the Acquiring Company and the Disappearing Company hereinafter jointly referred to as: the "Merging Companies",

Whereas:

(A) the management board of the Acquiring Company and the management board of the Disappearing Company consider it desirable that the Merging Companies should merge in order to reduce the number of companies within the Cidron Ollopa acquisition structure and to decrease the overall operating and administrative costs, such in accordance with Section 2:309 et seq. jo. Title 3A of Book 2 of the Dutch Civil Code ("DCC"), Article 257 et seq. of the Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time ("LSC") and the provisions of the Directive 2005/56/EC of the European Parliament and of the Council of 26 October 2005 on cross-border mergers of limited liability companies (the "Directive") and the provisions of the Directive, as a result of which:

(i) the Disappearing Company will cease to exist;

(ii) the Acquiring Company will acquire the assets and liabilities of the Disappearing Company under a universal title of succession; and

(iii) the shares in the capital of the Disappearing Company will be cancelled and no new shares will be allocated by the Acquiring Company by way of compensation.

The aforementioned will hereinafter be referred to as: the "Cross-Border Merger";

(B) the Acquiring Company is a private (B) company with limited liability (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) incorporated and validly existing under the laws of the Netherlands and the Disappearing Company is a private limited company (société à responsabilité limitée) validly existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg. The Merging Companies are limited liability companies as referred to in Article 2 of the Directive;

(C) the Merging Companies have their (C) registered office located in two different member states of the European Union (i.e. the Acquiring Company having its registered seat and its business office in the Netherlands and the Disappearing Company having its registered office in the Grand-Duchy of Luxembourg). The Cross-Border Merger procedure, as defined in the relevant provisions of both the Dutch and Luxembourg law which result from the implementation of the Directive, as well as in the Directive, will be applied to the Cross-Border Merger. The Directive was implemented in the Netherlands by the law of 27 June 2008, published on 10 July 2008 in the Bulletin of Acts and Decrees (Staatsblad), which took effect on 15 July 2008, and in Luxembourg by the law of 10 June 2009, published in the Luxembourg Official State Gazette (Memorial A, Recueil de Legislation) dated 29 June 2009, which took effect at the same date;

(D) the general meeting of the Acquiring (D) Company and the general meeting of the Disappearing Company have not passed any resolution for voluntary winding up; the Merging Companies are solvent and no court order for compulsory winding up or suspension of payments (surséance van betaling) has been made in respect of either of them;

(E) to date the entire issued share capital in (E) the total amount of EUR 10,231,250 of the Disappearing Company, represented by 10,231,250 shares is held by Apollo HoldCo S.à r.l., a private limited company (société à responsabilité limitée) validly existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office in 29 Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 172.233 ("Apollo HoldCo"), which company in turn is wholly owned by the Acquiring Company and which company will, prior to the effectuation of the merger contemplated herein, merge with the Acquiring Company. As a result of the foregoing, the Acquiring Company (after merging with Apollo HoldCo) will be the sole shareholder of the Disappearing Company on the date of the general meeting of the Acquiring Company and the date of the general meeting of the Disappearing Company called to approve this Cross-Border Merger. The entire issued share capital in the total amount of EUR 1 of the Acquiring Company, represented by 1 share, is wholly owned by Cidron Ollopa Holding B.V.;

(F) the share in the capital of the Acquiring (F) Company and the shares in the capital of the Disappearing Company are paid up in full; no depository receipts have been issued for said shares, none of said shares are encumbered with any usufruct and none of said shares are subject to any attachment or lien; the shares in the capital of the Disappearing Company

are not encumbered with a right of pledge, the share in the capital of the Acquiring Company is encumbered with a right of pledge in favour of Natixis;

(G) no new shares are issued by the Acquiring (G) Company or are exchanged against shares of the Disappearing Company and in view of the fact stated under (E) and in view of the fact the provisions of Section 2:333 paragraph 1 jo. 2:308 paragraph 3 DCC, Article 278 LSC and Article 15 paragraph 1 of the Directive apply to the intended Cross-Border Merger, no accountant or independent expert as referred to in Section 2:328 jo. 2:393 DCC and Article 278 paragraph 1 LSC jo. Article 266 LSC has been appointed, respectively no merger audit or independent expert report on the Cross-Border Merger must be conducted. Sections 2:326 DCC up to and including 2:328 DCC and Article 266 LSC do not apply;

(H) neither the Acquiring Company nor the Disappearing Company have a statutory duty to institute a works council (ondernemingsraad);

(I) the Cross-Border Merger does not constitute a notifiable concentration in the terms of the Competition Act ("Mededingingswet"); and

(J) the Disappearing Company does not own real estate.

Data to be mentioned pursuant to Section 2:312 paragraph 2 jo. Section 2:333d DCC, Article 261 jo. 263 jo. 265 jo. 273 jo. 279 LSC and Article 5 jo. Article 15 of the Directive are as follows:

a. The form, name and registered seat or office of the Merging Companies (Section 2:312 paragraph 2 under a jo. Section 2:333d under a DCC, Article 261 (2) a) LSC and Article 5 of the Directive).

1. Cidron Ollopa B.V., a private company with limited liability (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) incorporated and validly existing under the laws of the Netherlands, having its registered seat in Amsterdam (the Netherlands) and its business office at Barbara Strozilaan 201, 1083 HN Amsterdam (the Netherlands), registered with the trade register of the Dutch Chambers of Commerce under number 63393883; and

2 Apollo BidCo S.à r.l., a private limited company (société à responsabilité limitée) validly existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office in 29 Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 172.247.

b. Articles of association of the Acquiring Company (Section 2:312 paragraph 2 under b DCC, Article 261 (4) a LSC and Article 5 under i of the Directive). The present articles of association of the Acquiring Company were drawn up by Anton Arnaud Voorneman, civil-law notary, practicing in Amsterdam (the Netherlands), on 27 May 2015.

The current text of the above-mentioned articles of association is attached to this Cross-Border Merger proposal as Annex and will not be amended in connection with the Cross-Border Merger and forms an integral part of the present Cross-Border Merger proposal.

c. Rights given and compensations paid to be chargeable to the Acquiring Company (Section 2:312 paragraph 2 under c jo. 2:320 DCC, Article 261 (2) f LSC and Article 5 under g of the Directive). As there are no persons who, in any other capacity than as shareholder, have special rights against the Disappearing Company, such as profit distribution or share subscription rights, no special rights will be given and no compensations will be paid to anyone in accordance with Section 2:320 DCC.

d. Benefits to be granted to the members of the management boards of both Merging Companies or to third parties in connection with the Cross-Border Merger (Section 2:312 paragraph 2 under d DCC, Article 261 (2) g) LSC and Article 5 under h of the Directive). No special rights or advantages within the meaning of Section 2:312 paragraph 2 under d DCC and Article 261 (2) g) LSC are granted to any member of the administrative, representative, supervisory or control bodies of the Merging Companies, nor to any expert or to any other person involved in the merger. Also, no special measures have been recommended or are anticipated for these persons.

e. Intentions with regard to the composition of the management board of the Acquiring Company after the Cross-Border Merger (Section 2:312 paragraph 2 under e DCC). The present composition of the management board of the Acquiring Company is as follows:

- Andreas Georg Christian Demmel (managing director A); and
- Marcus Jacobus Maria Hollander (managing director A).

There is no intention to change the composition of the management board after the Cross-Border Merger.

f. Date from which the financial data of the Disappearing Company will be accounted for in the annual accounts of the Acquiring Company (Section 2:312 paragraph 2 under f DCC, Article 261 (2) e) LSC and Article 5 under f of the Directive). The transfer of the assets of the Disappearing Company shall be effected in the internal relationship between the Merging Companies as from 31 July 2015. As from this date, all actions and business of the Disappearing Company shall be deemed to be made for the account of the Acquiring Company. The financial information of the Disappearing Company over the current financial year, up to the moment the merger will take legal effect, shall be accounted for in the annual accounts of the Acquiring Company.

g. Proposed measures in connection with the conversion of the shareholdership of the Disappearing Company (Section 2:312 paragraph 2 under g DCC and Article 261 (2) b) LSC). No measures will be taken in connection with the transfer of

share ownership pursuant to Section 2:312 paragraph 2 under g DCC and Article 261 (2) b) LSC. For the Cross-Border Merger no securities or shares will be issued, therefore information with respect to the exchange ratio, the payment on shares or the date of share ownership is not applicable pursuant to Section 2:333 paragraph 1 DCC and Article 261 (2) b) LSC.

h. Intentions involving continuance or termination of activities (Section 2:312 paragraph 2 under h DCC). The Acquiring Company intends to carry on its current activities and those of the Disappearing Company. The Acquiring Company does not intend to discontinue any activities as a result of the Cross-Border Merger.

i. Approval of the resolution to effect the Cross-Border Merger (Section 2:312 paragraph 2 under i DCC and Article 279 (2) LSC). Pursuant to Section 2:317 paragraph 1 DCC and the articles of association of the Acquiring Company, the general meeting of the Acquiring Company shall resolve upon the Cross-Border Merger. The approval of any other body of the Acquiring Company is not required.

Pursuant to Article 263 (1) LSC, the general meeting of the Disappearing Company shall resolve upon the Cross-Border Merger. The approval of any other body of the Disappearing Company is not required.

j. Consequences of the Cross-Border Merger for the goodwill and the distributable reserves of the Acquiring Company (Section 2:312 paragraph 4 DCC). The Cross-Border Merger will have no effect on the size of the goodwill and the distributable reserves of the Acquiring Company.

k. Effect of the Cross-Border Merger on the employment of the employees of the Merging Companies (Section 2:333d under b DCC, Article 261 (4) b) LSC and Article 5 under d of the Directive). The Cross-Border Merger will have no effect on the employment of the Merging Companies, as the Merging Companies do not employ any personnel and no employee representatives were elected for the Merging Companies. Therefore, the Cross-Border Merger will not affect the employment at the level of the Acquiring Company. In particular, the Cross-Border Merger will not lead to any decrease in the employment level at the Acquiring Company. The actions connected with management of the assets of the Disappearing Company will be entrusted to the employees of the Acquiring Company, but the scope of these actions will not be significantly changed, and consequently will not result in any increase in the employment level at the Acquiring Company.

The merger will not have any effect on employees of subsidiaries of the Merging Companies.

l. Employee participations arrangements (rights) (Section 2:333d under c jo. Section 2:333k DCC, Article 261 (4) c) LSC and Article 5 under j jo. Article 16 of the Directive). Neither of the Merging Companies have more than 500 employees. There are no employee participation systems as referred to in Section 2:333k DCC, Article 261 (4) c) LSC and Article 16 of the Directive within any of the Merging Companies and neither of these systems would be required by the laws applying to either of the Merging Companies. Therefore, the Acquiring Company will not be required to have any employee participation system as referred to in Section 2:333k DCC, Article 261 (4) c) LSC and Article 16 of the Directive and no process of negotiating with a special negotiation body on the establishment of such system have to be carried out.

m. Information on the evaluation of the assets and liabilities which are transferred in respect of the Cross-Border Merger (Section 2:333d under d DCC, Article 261 (4) d) LSC and Article 5 under k of the Directive). The transition of the assets of the Disappearing Company onto the accepting Acquiring Company is made at book value. Pursuant such valuation method, the value of the assets and liabilities being transferred is estimated at EUR 196,268,670.95. The assets and liabilities being transferred to the Acquiring Company are disclosed in the accounts of the Disappearing Company, prepared in view of the Cross-Border Merger.

Since the entire issued share capital of the Disappearing Company is held by the Acquiring Company, no new shares will be issued, no exchange ratio needs to be determined and no further information on the evaluation of the assets and liabilities which are transferred is required.

n. Dates of the Merging Companies' accounts used for determination of the conditions of the Cross-Border Merger (Section 2:333d under e DCC, Article 261 (4) e) LSC and Article 5 under l of the Directive). The balance sheet date of the accounts of the Merging Companies that are used to establish the conditions of the Cross-Border Merger is:

- for the Acquiring Company 30 June 2015; and
- for the Disappearing Company 30 June 2015.

o. Compensations to the shareholder of the Disappearing Company to be chargeable to the Acquiring Company (Section 2:333d paragraph f jo. Section 2:333h DCC). These provisions do not apply to the Cross-Border Merger, since the Acquiring Company is the sole shareholder of the Disappearing Company.

p. Explanatory notes/Written report of the management boards of both Merging Companies (Section 2:313 DCC, Article 265 LSC and Article 7 of the Directive). The management boards of the Merging Companies will draw up explanatory notes in relation to the Cross-Border Merger, explaining and justifying, from a legal, economic and social perspective, the grounds of the Cross-Border Merger.

q. Filing and publication (Section 2:314 DCC, Article 262 in conjunction with Article 9 LSC and Article 6 of the Directive). The Cross-Border Merger proposal will be filed with the trade register of the Chamber of Commerce in Amsterdam (the Netherlands), the jurisdiction in which the Acquiring Company has its registered office.

The Cross-Border Merger proposal will be filed with the Luxembourg Trade and Companies Register in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg), the place where the Disappearing Company has its registered office.

The Cross-Border Merger proposal, the explanatory notes/written report, the annual accounts, the management reports of the Merging Companies of the last three financial years (in as far as applicable), and the interim accounts of the Merging Companies dated 30 June 2015 will be deposited at the offices of the Merging Companies for inspection by the shareholder (s) of each of the Merging Companies, who may obtain copies thereof, free of charge, at least one month before the date of the general meeting of the Acquiring Company called to approve the Cross-Border Merger.

A notice of the above acts of filing will be published in the Dutch State Gazette ("Staatscourant"), a Dutch daily newspaper ("Trouw") and in a Luxembourg Gazette ("Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations").

r. Language versions. This Cross-Border Merger Proposal has been drawn up in two language versions: English and French. In the event of any discrepancies between the French version and English version, the English version shall prevail.

s. Miscellaneous. Amendments and supplements to this proposal for the Cross-Border Merger, including this paragraph, must be made in writing, except to the extent notarization is required.

To the extent that individual provisions of this proposal for the Cross-Border Merger are or become invalid or cannot be performed, this does not affect the validity of the other provisions. In this case such valid provision shall apply that comes closest to the economic intentions of the parties signing this proposal for the Cross-Border Merger. The same shall apply mutatis mutandis in case of gaps.

Drawn up and signed by the members of the management boards of both Merging Companies.

PROPOSITION EN VUE D'UNE FUSION TRANSFRONTALIERE

Les conseils de direction de:

1. Cidron Ollopa B.V., une société à responsabilité limitée (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid), constituée selon les lois des Pays-Bas et ayant son siège social et son bureau d'affaires sis 201, Barbara Strossilaan, 1083 HN, Amsterdam, Pays-Bas, inscrite au Registre de Commerce des Chambres néerlandaises sous le numéro 63393883 (la «Société Acquéreur»); et

2. Apollo BidCo S.à r.l. une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg et ayant son siège social sis 29, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 172.247 (la «Société Disparaissant»),

- la Société Acquéreur et la Société Disparaissant, ci-après dénommées conjointement: Les «Sociétés Fusionnantes»),
Alors que:

(A) le conseil de direction de la Société Acquéreur et le conseil de direction de la Société Disparaissant considèrent qu'il convient que les Sociétés Fusionnantes devraient fusionner afin de réduire le nombre de Sociétés au sein de l'opération d'acquisition de Cidron Ollopa et de restreindre les frais d'exploitation et les dépenses administratives, conformément à Section 2:309 et s. conjointement avec Titre 3A du Livre 2 du Code Civil Néerlandais («DCC»). Article 257 et s. de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, modifiée de temps en temps ("LSC") et les provisions de la directive 2005/56/EC du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux (la «Directive») et les provisions de la Directive, ayant comme conséquence:

(i) la Société Disparaissant cesse d'exister;

(ii) la Société Acquéreur acquerra les droits et les obligations de la Société Disparaissant par titre universel de succession;
et

(iii) les actions de la Société Disparaissant seront supprimées et aucune nouvelle action ne sera attribuée par la Société Acquéreur par moyen de compensation.

Le susmentionné sera dénommé ci-après: la «Fusion Transfrontalière»;

(B) La Société Acquéreur est une société à responsabilité limitée (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) constituée selon les lois des Pays-Bas et la Société Disparaissant est une société à responsabilité limitée et constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg. Les Sociétés Fusionnantes sont des sociétés à responsabilité limitée comme visé à l'Article 2 de la Directive;

(C) les Sociétés Fusionnantes ont leur siège social dans deux états membres différents de l'Union Européenne (la Société Acquéreur à son siège social et ses bureaux d'affaires aux Pays-Bas et la société Disparaissant a son siège social au Grand-Duché du Luxembourg). La procédure de Fusion Transfrontalière, comme définie dans les dispositions pertinentes des deux, la loi néerlandaise et la loi luxembourgeoise, qui résultent de la transposition de la Directive, s'appliquera à la Fusion Transfrontalière. La Directive a été transposée aux Pays-Bas par la loi du 27 juin 2008, publiée le 10 juillet 2008 dans le Bulletin des Actes et Décrets (Staatsblad), qui a pris effet le 15 juillet 2008, et au Luxembourg par la loi du 10 juin 2009, publiée dans La Gazette officielle du Luxembourg (Mémorial A, Recueil de Législation) datée 29 juin 2009, qui a pris effet à la même date.

(D) L'assemblée générale de la Société Acquéreur et l'assemblée générale de la Société Disparaissant n'a aucune résolution concernant la liquidation volontaire; les Sociétés Fusionnantes sont solvables et aucun ordre judiciaire pour une

liquidation judiciaire obligatoire ou une suspension des paiements (surséance van betaling) n'a été pris relatif à une d'entre elles.

(E) jusqu'à présent le capital entier d'un montant total de EUR 10.231.250 de la Société Disparaissant, représenté par 10.231.250 actions est tenu par Apollo HoldCo S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg et ayant son siège social sis 29, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 172.233 («Apollo HoldCo»), dont la Société est entièrement en propriété exclusive de la Société Acquéreur et dont la société sera, préalablement à l'effectuation de la fusion envisagée ci-avant, fusionnée avec la Société Acquéreur. En raison de ce qui précède, la Société Acquéreur (après fusion avec Apollo HoldCo) sera l'actionnaire unique de la Société Disparaissant à la date de l'assemblée générale de la Société Acquéreur appelée d'approuver cette Fusion Transfrontalière. L'entier capital social émis d'un montant total de EUR 1 de la Société Acquéreur, représenté par 1 action, est en propriété entière de Cidron Ollopa Holding B.V.;

(F) les actions du capital de la Société Acquéreur et les actions du capital de la Société Disparaissant sont entièrement libérées; aucun certificat représentatif n'a été émis pour les actions décrites, aucune des actions décrites est grevée d'un usufruit et aucune des actions décrites est sujet d'une saisie ou d'un privilège; les actions de la Société Disparaissant ne sont pas grevées d'un droit de gage, les actions de la Société Acquéreur sont grevées d'un droit de gage en faveur de Natixis;

(G) il ne sera pas émis de nouvelles actions par la Société Acquéreur ou échangées contre des actions de la Société Disparaissant et au regard du fait décrit sous (E) et au regard du fait des dispositions de la Section 2:333 paragraphe 1 conjointement avec 2:308 paragraphe 3 DDC, Article 278 LSC et Article 15 paragraphe 1 de la Directive s'appliquant à la fusion prévue, aucun comptable ou expert comme précisé à la Section 2:333 conjointement avec 2:308 DDC, Article 278 LSC paragraphe 1 conjointement avec LSC Article 266 LSC a été désigné, respectivement aucun audit de fusion ou rapport d'un expert indépendant concernant la Fusion Transfrontalière ne doit être réalisé. Sections 2:328 DDC et Article 266 LSC ne sont pas d'application;

(H) ni la Société Acquéreur, ni la Société Disparaissant n'ont l'obligation statutaire d'établir un conseil du travail (ondernemingsraad);

(I) la Fusion Transfrontalière ne constitue pas une concentration soumise à notification aux termes de la Loi sur la Concurrence («Mededingingswet»); et

(J) la Société Disparaissant ne possède pas de biens immobiliers.

Donnés à mentionner en application de Section 2:312 paragraphe 2 conjointement avec Section 2:333d DDC. Article 261 conjointement avec 263 conjointement avec 265 conjointement avec 273 conjointement avec 279 LSC et Article 5 conjointement avec Article 15 de la Directive comme suit:

a. La forme, le nom et le siège social des Sociétés Fusionnantes (Section 2:312 paragraphe 2 conjointement avec Section 2:333d DDC, Article 261 (2) a) LSC et Article 5 de la Directive).

1. Cidron Ollopa B.V., une société à responsabilité limitée (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid), constituée selon les lois des Pays-Bas et ayant son siège social sis 201, Barbara Strossilaan, 1083 HN, Amsterdam, Pays-Bas, inscrite au Registre de Commerce des Chambres néerlandaises sous le numéro 63393883; et

2. Apollo BidCo S.à r.l., une société à responsabilité limitée (société à responsabilité limitée), constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg et ayant son siège social sis 29, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 172.247

b. Les statuts de la Société Acquéreur (Section 2:312 paragraphe 2 sous b DCC, Article 261 (4) a) LSC et Article 5 sous i de la Directive). Les présents statuts de la Société Acquéreur ont été établis par Anton Arnaud Voorneman, notaire civil-pénal, instrument à Amsterdam (Pays-Bas), au 27 Mai 2015.

Le texte actuel des statuts mentionnés ci-avant est annexé à cette proposition de Fusion Transfrontalière en tant qu'Annexe et ne sera pas reformé en connexion avec la Fusion Transfrontalière et forme une part intégrale de cette proposition de Fusion Transfrontalière.

c. Droits accordés et compensations payées à charge de la Société Acquéreur (Section 2:312 paragraphe 2 sous c conjointement avec 2:320 DCC, Article 261 (2) f) LSC et Article 5 sous g de la Directive). Puisqu'il n'y a pas de personne qui, dans une autre capacité que celle d'actionnaire, a des droits spéciaux à l'égard de la Société Disparaissant, tels que droits aux répartitions des bénéfices ou droits de souscription, aucun droit spécial ne sera accordé et aucune compensation ne sera payée à personne conformément à Section 2:320 DCC.

d. Avantages à être accordés aux membres des conseils de direction des deux Sociétés Fusionnantes ou aux parties tierces en connexion avec la Fusion Transfrontalière (Section 2:312 paragraphe 2 sous d DCC, Article 261 (2) g) LSC and Article 5 sous h de la Directive). Aucuns droits spéciaux ou avantages au sens prévu de Section 2:312 paragraphe 2 sous d DCC and article 261 (2) g) LSC ne sont accordés à aucun membre de l'organe administratif, représentatif, de surveillance ou de contrôle des Sociétés Fusionnantes, ni à tout expert ou toute autre personne impliquée dans la fusion. Egalement, aucune mesure particulière n'a été recommandée ou sont anticipées pour ces personnes.

e. Intentions au regard de la composition du conseil de direction de la Société Acquéreur après la Fusion Transfrontalière (Section 2:312 paragraphe 2 sous e DDC). La composition actuelle du conseil de gestion de la Société Acquéreur:

- Andreas Georg Christian Demmel (managing director A); and
- Marcus Jacobus Maria Hollander (managing director A).

Il n'existe aucune intention de changer la composition du conseil de direction après la Fusion Transfrontalière.

f. Date à partir de laquelle les données financières de la Société Disparaissant seront comptabilisées dans les comptes annuels de la Société Acquéreur (Section 2:312 paragraphe 2 sous f DCC, Article 261 (2) e) LSC et Article 5 sous f de la Directive). Le transfert des actifs de la Société Disparaissant sera d'effet dans la relation interne entre les Sociétés Fusionnantes dès le 31 Juillet 2015. A partir de cette date, toutes les actions et le commerce de la Société Disparaissant seront réputés être effectués pour le compte de la Société Acquéreur. L'information financière de la Société Disparaissant sur l'année financière en cours, jusqu'au moment où la Fusion prendra effet juridique, devront être comptabilisées dans les comptes annuels de la Société Acquéreur.

g. Les mesures proposées en connexion avec la conversion de l'actionnariat de la Société Disparaissant (Section 2:312 paragraphe 2 sous g DCC et Article 261 (2) b) LSC). Aucune mesure ne sera prise en connexion avec le transfert de l'actionnariat en application de Section 2:312 paragraphe 2 sous g DCC et Article 261 (2) b) LSC. Concernant la Fusion Transfrontalière aucune sécurité ou action sera émise, en conséquence l'information relative au ratio d'échange, le paiement sur actions ou la date de l'actionnariat n'est pas applicable en application de Section 2:333 paragraphe 1 DCC et Article 261 (2) b) LSC.

h. Intentions concernant la continuité ou la cessation des activités (Section 2:321 paragraphe 2 sous h DCC). La Société Acquéreur entend maintenir ses activités présentes et celles de la Société Disparaissant. La Société Acquéreur n'entend pas mettre fin à aucune des activités en conséquence de la Fusion Transfrontalière.

i. Approbation de la résolution afin de réaliser la Fusion Transfrontalière (Section 2:312 paragraphe 2 sous i DCC et Article 279 (2) LSC). En application de Section 2:312 paragraphe 1 DCC et des statuts de la Société Acquéreur, l'assemblée générale de la Société Acquéreur devra se prononcer sur la Fusion Transfrontalière. L'approbation de tout autre organe de la Société Acquéreur n'est pas requise.

En application de l'Article 263 (1) LSC, l'assemblée générale de la Société Disparaissant devra se prononcer sur la Fusion Transfrontalière. L'approbation de tout autre organe de la Société Acquéreur n'est pas requise.

j. Conséquences de la Fusion Transfrontalière sur l'écart d'acquisition et les réserves distribuables de la Société Acquéreur (Section 2:312 paragraphe 4 DCC). La Fusion Transfrontalière n'aura pas d'effet sur la taille de l'écart d'acquisition et les réserves distribuables de la Société Acquéreur.

k. L'effet de la Fusion Transfrontalière sur l'emploi des employés des Sociétés Fusionnantes (Section 2:333d sous b DCC, Article 261 (4) b) LSC et Article 5 sous d de la Directive). La Fusion Transfrontalière n'aura pas d'effet sur l'emploi des Sociétés Fusionnantes, étant donné que les Sociétés Fusionnantes n'emploient aucun personnel et aucun employés représentatifs n'ont été élus pour les Sociétés Fusionnantes. Par conséquent, la Fusion Transfrontalière n'affectera pas l'emploi au niveau de la Société Acquéreur. En particulier, la Fusion Transfrontalière ne mènera à aucune réduction au niveau de l'emploi de la Société Acquéreur. Les actions en connexion avec la gestion des actifs de la Société Disparaissant seront confiées aux employés de la Société Acquéreur, mais l'étendue de ces actions ne sera pas considérablement changée, et en conséquence il n'en résultera aucune augmentation de l'emploi au niveau de la Société Acquéreur.

La fusion n'aura aucun effet sur les employés des filiales des Sociétés Fusionnantes.

l. Modalités relatives à la participation des travailleurs (droits) (Section 2:333d sous c jo. Section 2:333k DCC, Article 261 (4) c) LSC et Article 5 sous j conjointement avec Article 16 de la Directive). Aucune des Sociétés Fusionnantes a plus que 500 employés. Il existe aucun système de participation représentative comme décrit à la Section 2:333k DCC, Article 261 (4) c) LSC et Article 16 de la Directive dans une des Sociétés Fusionnantes et aucun de ces systèmes est requis par les lois applicables à une des Sociétés Fusionnantes. En conséquence, la Société Acquéreur n'est pas obligée d'avoir un système de participation d'employé comme précisé à la Section 2:333k DCC, Article 261 (4) c) LSC et Article 16 de la Directive et aucun processus de négociation avec un organe spécial de négociation sur l'établissement d'un tel système ne doit être mis en œuvre.

m. Information sur l'évaluation des actifs et passifs qui sont transférés en vertu de la Fusion Transfrontalière (Section 2:333d sous d DCC, Article 261 (4) d) LSC et Article 5 sous k de la Directive). La transition des actifs de la Société Disparaissant au-dessus de la Société Acquéreur acceptante est effectuée à valeur comptable. En application de la méthode d'estimation, les actifs et passifs transférés sont estimés à EUR 196,268,670.95. Les actifs et passifs transférés à la Société Acquéreur sont exposés dans les comptes de la Société Disparaissant, préparés en vue de la Fusion Transfrontalière.

Etant donné que l'entière du capital social émis de la Société Disparaissant est tenu par la Société Acquéreur, aucune nouvelles actions ne seront issues, aucun ratio d'échange ne devra être déterminé et aucune information ultérieure sur l'évaluation des actifs et passifs qui sont transférés n'est requise.

n. Dates des comptes des Sociétés Fusionnantes utilisées pour la détermination des conditions de la Fusion Transfrontalière (Section 2:333d sous e DCC, Article 261 (4) e) LSC et Article 5 sous l de la Directive). La date du bilan des comptes des Sociétés Fusionnantes qui sont utilisés afin d'établir les conditions de la Fusion Transfrontalière est:

- pour la Société Acquéreur 30 juin 2015; et
- pour la Société Disparaissant 30 juin 2015.

o. Compensations aux actionnaires de la Société Disparaissant imputables à la Société Acquéreur (Section 2:333d paragraphe f conjointement avec Section 2:333h DCC). Ces provisions ne s'appliquent pas à la Fusion Transfrontalière, étant donné que la Société Acquéreur est l'actionnaire de la Société Disparaissant.

p. Notes explicatives/rapport écrit des conseils de direction des deux Sociétés Fusionnantes (Section 2:313 DCC, Article 265 LSC et Article 7 de la Directive). Les conseils de direction des Sociétés Fusionnantes établiront des notes explicatives en relation avec la Fusion Transfrontalière, expliquant et justifiant, d'un point de vue juridique, économique et social, les fondements de la Fusion Transfrontalière.

q. Classement et publication (Section 2:314 DCC, Article 262 en conjonction avec Article 9 LSC et Article 6 de la Directive). La proposition de Fusion Transfrontalière sera classée dans le registre de commerce de la Chambre de Commerce à Amsterdam (Pays-Bas), la juridiction dans laquelle la Société Acquéreur a son siège social.

La proposition de Fusion Transfrontalière sera classée dans le registre de commerce et des sociétés de Luxembourg au Luxembourg (Grand-Duché du Luxembourg), le lieu où la Société Disparaissant a son siège social.

La proposition de Fusion Transfrontalière, les notes explicatives/rapport écrit, les comptes annuels, les rapports de gestion des Sociétés Fusionnantes des trois dernières années comptable (pour autant qu'applicable), et les comptes intermédiaires des Sociétés Fusionnantes datant de 30 juin 2015 seront déposés aux bureaux des Sociétés Fusionnantes, en vue de l'inspection par les actionnaires de chaque Société Fusionnante, qui peut obtenir des copies de ceux-ci, sans frais, au moins un mois précédant la date de l'assemblée générale de la Société Acquéreur appelée à approuver la Fusion Transfrontalière.

Une notice des actes de classement ci-dessus sera publiée dans la Gazette étatique néerlandaise («Staatscourant»), un journal quotidien néerlandais («Trouw») et dans une Gazette luxembourgeoise («Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association»).

r. Versions linguistiques. Cette proposition de Fusion Transfrontalière a été établie en deux langues: Anglais et Français. Dans le cas de contradictions entre la version française et la version anglaise, la version anglaise prévaut.

s. Dispositions diverses. Amendements et compléments à cette proposition pour la Fusion Transfrontalière, incluant ce paragraphe, devront être effectués par écrit, sauf dans la mesure où une notariation est requise.

Dans la mesure où des dispositions individuelles de cette proposition pour la Fusion Transfrontalière sont ou deviennent nul ou ne peuvent pas être exécutées, cela n'a pas d'effet sur la validité des autres dispositions. Dans ce cas une telle disposition valable sera d'application la plus conforme dans l'intérêt des intentions économiques des parties signant cette proposition pour la Fusion Transfrontalière. Le même sera d'application mutatis mutandis en cas de lacunes.

Etablie et signée par les membres des conseils de gestion des deux Sociétés Fusionnantes.

On 18 August 2015.

Cidron Ollopa B.V.

Marcus Jacobus Maria Hollander / Andreas Georg Christian Demmel

Managing director A / Managing director A

Apollo BidCo S.à r.l.

Claes Johan Gustaf Geijer

Manager

Annex:

Articles of association of the Acquiring Company

TRUE COPY

of the deed of incorporation and the articles of association of the private company with limited liability:

Cidron Ollopa B.V.

with statutory seat in Amsterdam

executed on the 27th day of May 2015 before Anton A. Voorneman civil law notary in Amsterdam

Annexed: English text of the deed of incorporation and the articles of association

OPRICHTING BESLOTEN VENNOOTSCHAP MET BEPERKTE AANSPRAKELIJKHEID

Op zeventwintig mei tweeduizend vijftien is voor mij,

mr. Anton Arnaud Voorneman, notaris te Amsterdam, versehenen:

de heer mr. drs. Guillaume Pierre Mounier, met kantooradres 1083 GV Amsterdam, - Arent Janszoon Ernststraat 199, geboren te Waalwijk op zestien mei

negentienhonderd tachtig,

als schriftelijk gevolmachtigde van:

de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid:

Cidron Ollopa Holding B.V.,

statutair gevestigd te Amsterdam en kantoorhoudende te 1083 HN Amsterdam,

Barbara Strozzi laan 201, aangeboden ter inschrijving in het Handelsregister van de Kamer van Koophandel.

Voormelde volmacht zal aan deze akte worden gehecht.

De comparant, handelend als vermeld, heeft verklaard hierbij een besloten

vennootschap met beperkte aansprakelijkheid op te richten en daarvoor de volgende Statuten vast te stellen:

Art. 1. Begripsbepalingen. In deze Statuten hebben de volgende begrippen de daarachter vermelde betekenis:

“aandeel” betekent een aandeel in het kapitaal van de vennootschap;

“aandeelhouder” betekent een houder van een of meer aandelen;

“algemene vergadering” betekent het orgaan dat wordt gevormd door de aandeelhouders dan wel een bijeenkomst van aandeelhouders (of hun vertegenwoordigers) en andere personen met vergaderrechten;

“bestuurder” betekent een lid van het bestuur;

“bestuur” betekent het bestuur van de vennootschap;

“schriftelijk” betekent bij brief, telefax of e-mail, of enig ander längs elektronische weg toegezonden leesbaar en reproduceerbaar bericht;

“uitkeerbare eigen vermogen” betekent het deel van het eigen vermogen van de vennootschap, dat groter is dan de reserves die krachtens de wet of de Statuten moeten worden aangehouden;

“vennootschap” betekent de vennootschap waarvan de interne organisatie wordt beheerst door deze Statuten;

“vergaderrecht” betekent het recht om in persoon of bij schriftelijk gevolmachtigde de algemene vergadering bij te wonen en daar het woord te voeren.

Art. 2. Naam en zetel.

1. De vennootschap draagt de naam:

Cidron Ollopa B.V.

2. Zij is gevestigd te Amsterdam.

Art. 3. Doel. De vennootschap heeft ten doel:

- het oprichten van, het op enigerlei wijze deelnemen in, het besturen van en het toezicht houden op ondernemingen en vennootschappen;

- het verstrekken van garanties en het verbinden van de vennootschap of activa van de vennootschap ten behoeve van ondernemingen en vennootschappen, waarmee de vennootschap in een groep is verbonden;

- het verlenen van diensten aan ondernemingen en vennootschappen;

- het financieren van ondernemingen en vennootschappen;

- het lenen en verstrekken van gelden;

- het verkrijgen, vervreemden, beheren en exploiteren van registergoederen en van vermogenswaarden in het algemeen;

- het exploiteren en verhandelen van octrooien, merken, vergunningen, know-how en intellectuele eigendomsrechten;

- het verrichten van alle soorten industriële, financiële en commerciële activiteiten;

en al hetgeen daarmee verband houdt of daaraan bevorderlijk kan zijn, alles in de ruimste zin des woords.

Art. 4. Aandelen.

1. Het kapitaal van de vennootschap bestaat uit één of meer aandelen met een nominale waarde van een euro (EUR 1,00) elk.

2. Ten minste een (1) aandeel met stemrecht wordt gehouden door een ander dan en anders dan voor rekening van de vennootschap of een van haar dochtermaatschappijen.

3. De aandelen luiden op naam.

4. Aandeelbewijzen kunnen niet worden uitgegeven.

Art. 5. Register van aandeelhouders.

1. Het bestuur houdt een register, waarin de namen en adressen van alle houders — van aandelen zijn opgenomen, met vermelding van de datum waarop zij de aandelen hebben verkregen, de datum van erkenning of betekening alsmede met vermelding van het op ieder aandeel gestorte bedrag.

2. Op het register is artikel 2:194 Burgerlijk Wetboek van toepassing.

Art. 6. Uitgifte van aandelen.

1. Uitgifte van aandelen kan slechts ingevolge een besluit van de algemene vergadering geschieden, voor zover door de algemene vergadering geen ander orgaan is aangewezen.

2. Voor de uitgifte van een aandeel is voorts vereist een daartoe bestemde ten overstaan van een in Nederland gevestigde notaris verleden akte waarbij de betrokkenen partij zijn.

3. Bij het besluit tot uitgifte van aandelen wordt bepaald of aandeelhouders een voorkeursrecht hebben, met inachtneming van het ter zake in de wet bepaalde.

4. Bij uitgifte van elk aandeel moet daarop het gehele nominale bedrag worden gestort. Bedongen kan worden dat het nominale bedrag of een deel daarvan eerste behoefte te worden gestort na verloop van een bepaalde tijd of nadat de vennootschap het zal hebben opgevraagd. Na oprichting kan storting in een andere geldeenheid dan waarin de nominale waarde luidt slechts geschieden met toestemming van de vennootschap.

5. Het bestuur is bevoegd zonder voorafgaande goedkeuring van de algemene vergadering rechtshandelingen aan te gaan als bedoeld in artikel 2:204 lid 1 Burgerlijk Wetboek.

Art. 7. Eigen aandelen.

1. De vennootschap mag - met inachtneming van artikel 4 lid 2 en het dienaangaande in de wet bepaalde - volgestorte eigen aandelen of certificaten daarvan verkrijgen.

2. De vennootschap kent geen vergaderrecht toe aan houders van certificaten van aandelen in haar kapitaal.

Art. 8. Levering van aandelen. Vruuchtgebruik. Pandrecht.

1. Voor de levering van een aandeel, de vestiging of levering van een beperkt recht daarop is vereist een daartoe bestemde ten overstaan van een in Nederland gevestigde notaris verleden akte waarbij de betrokkenen partij zijn.

2. Behoudens in het geval dat de vennootschap zelf bij de rechtshandeling partij is, kunnen de aan het aandeel verbonden rechten eerst worden uitgeoefend nadat de vennootschap de rechtshandeling heeft erkend of de akte aan haar is betekend overeenkomstig het in de wet daaromtrent bepaalde.

3. Bij vestiging van een vruchtgebruik of een pandrecht op een aandeel kan het stemrecht aan de vruchtgebruiker of de pandhouder worden toegekend, mits de -overgang van stemrecht is goedgekeurd door de algemene vergadering.

Art. 9. Blokkeringsregeling. Aanbieding.

1. Een aandeelhouder, die één of meer aandelen wenst te vervreemden, is verplicht die aandelen eerst, overeenkomstig het hierna in dit artikel bepaalde, te koop aan te bieden aan zijn mede-aandeelhouders. Deze aanbiedingsverplichting geldt niet, indien alle aandeelhouders schriftelijk hun goedkeuring aan de betreffende vervreemding hebben gegeven, welke goedkeuring slechts voor een periode van drie maanden geldig is. Evenmin geldt deze aanbiedingsverplichting in het geval de aandeelhouder krachtens de wet tot overdracht van zijn aandelen aan een eerdere aandeelhouder verplicht is.

Onder vervreemding wordt onder meer mede begrepen inbreng in en verdeling - van enigerlei gemeenschap.

2. De aandeelhouders, die gegadigden zijn voor de aangeboden aandelen, zijn verplicht het bestuur daarvan schriftelijk in kennis te stellen, onder opgave van -het aantal aandelen, dat zij wensen over te nemen, binnen twee maanden na het -aanbod, bij gebreke waarvan zij geacht zullen worden niet gegadigd te zijn voor de aangeboden aandelen. De prijs, waarvoor de aandelen door de andere aandeelhouders kunnen worden overgenomen, wordt vastgesteld door de aanbieder en zijn mede-aandeelhouders.

Indien zij niet tot overeenstemming komen, wordt de prijs vastgesteld door een - onafhankelijke deskundige, op verzoek van de meest gereede partij te benoemen -door de voorzitter van het Nederlandse Beroepsorganisatie van Accountants (NBA), tenzij partijen onderling overeenstemming over de deskundige bereiken.

De mede-aandeelhouders zijn verplicht binnen dertig dagen na de prijsvast Stelling aan de aanbieder, bij aangetekend schrijven, mede te delen of en in hoeverre zij op de aangeboden aandelen reflecteren, onder voorwaarde van contante betaling, bij gebreke waarvan zij geacht worden het aanbod niet te hebben aanvaard.

3. Indien de mede-aandeelhouders tezamen op meer aandelen reflecteren dan zijn - aangeboden, zullen de aangeboden aandelen tussen hen worden verdeeld, zoveel mogelijk in verhouding van het aantal aandelen dat zij reeds bezitten, doch met -inachtneming van het aantal aandelen, waarop zij gereflecteerd hebben.

4. De aanbieder blijft bevoegd zijn aanbod in te trekken, mits dit geschiedt binnen - een maand, nadat hem bekend is aan welke gegadigde hij al die aandelen, waarop het aanbod betrekking heeft, kan verkopen en tegen welke prijs.

5. Indien vaststaat, dat de mede-aandeelhouders het aanbod niet aanvaarden of dat niet al de aandelen, waarop het aanbod betrekking heeft, tegen contante betaling worden gekocht, zal de aanbieder de aandelen binnen drie maanden na die vaststelling vrijelijk mogen overdragen.

6. Ingeval van faillissement van een aandeelhouder, van overlijden van een aandeelhouder-natuurlijk persoon of van liquidatie of ontbinding van een aandeelhouderrechtspersoon, moeten de aandelen van de betreffende aandeelhouder worden aangeboden met inachtneming van het hiervoor bepaalde, binnen drie maanden na het plaatsvinden van de betreffende gebeurtenis. Indien alsdan op alle aangeboden aandelen wordt gereflecteerd, kan het aanbod niet worden ingetrokken.

Art. 10. Bestuur.

1. De vennootschap heeft een bestuur, bestaande uit één of meer bestuurders A en/of één of meer bestuurders B. Zowel natuurlijke personen als rechtspersonen kunnen bestuurder zijn.

2. De algemene vergadering benoemt de bestuurders en is bevoegd hen te allen tijde te ontslaan of te schorsen.

3. De algemene vergadering stelt de beloning en verdere arbeidsvoorwaarden van -iedere bestuurder vast.

Art. 11. Bestuurstaak. Besluitvorming.

1. Het bestuur is belast met het besturen van de vennootschap.

2. Het bestuur kan, met inachtneming van deze Statuten, een reglement opstellen, waarin aangelegenheden, hem intern betreffende, worden geregeld.

3. Een bestuurder neemt niet deel aan de beraadslaging en besluitvorming indien hij daarbij een direct of indirect persoonlijk belang heeft dat tegenstrijdig is met het belang van de vennootschap en de met haar verbonden omdeneming.

Wanneer hierdoor geen besluit kan worden genomen, wordt het besluit genomen door de algemene vergadering.

4. Het bestuur besluit bij volstreekte meerderheid van de uitgebrachte stemmen. Bij staking van stemmen beslist de algemene vergadering

5. Het bestuur kan ook buiten vergadering besluiten nemen, indien alle bestuurders zijn geraadpleegd en iedere bestuurder heeft ingestemd met deze wijze van besluitvorming.

6. De algemene vergadering is bevoegd bestuursbesluiten aan haar goedkeuring te onderwerpen, mits daarvan schriftelijk opgave wordt gedaan aan het bestuur.

Art. 12. Vertegenwoordiging.

1. Het bestuur is bevoegd de vennootschap te vertegenwoordigen. De bevoegdheid tot vertegenwoordiging komt mede aan toe aan een bestuurder A en een bestuurder B, gezamenlijk handelend.

2. Rechtshandelingen van de vennootschap jegens de houder van alle aandelen, waarbij de vennootschap wordt vertegenwoordigd door deze aandeelhouder, worden schriftelijk vastgelegd. Voor de toepassing van de vorige zin worden aandelen gehouden door de vennootschap of haar dochtermaatschappijen niet meegeteld.

3. Lid 2 is niet van toepassing op rechtshandelingen die onder de bedungen voorwaarden tot de gewone bedrijfsuitoefening van de vennootschap behoren.

Art. 13. Ingeval van ontstentenis of belet van één of meer bestuurders zijn de overige bestuurders of is de overige bestuurder tijdelijk met het bestuur van de vennootschap belast, terwijl ingeval van ontstentenis of belet van alle bestuurders of van de enige -bestuurder tijdelijk met het bestuur is belast, de persoon die daartoe door de algemene vergadering wordt aangewezen. Onder belet wordt te dezen verstaan schorsing en de onmogelijkheid contact te maken gedurende tenminste zeven dagen wegens ziekte of onbereikbaarheid.

Art. 14. Boekjaar en jaarrekening.

1. Het boekjaar begint op één juli van elk kalenderjaar en eindigt op dertig juni van het daaropvolgende jaar.

2. Jaarlijks, binnen vijf maanden na afloop van het betrokken boekjaar behoudens verlenging van deze termijn met ten hoogste zes maanden door de algemene vergadering op grond van bijzondere omstandigheden, wordt door het bestuur een jaarrekening opgemaakt, bestaande uit een balans, een winst en verliesrekening en een toelichting. Binnen bedoelde periode worden de jaarrekening en het jaarverslag ten kantore van de vennootschap voor de vergadergerechtigden ter inzage neergelegd.

3. De jaarrekening wordt vastgesteld door de algemene vergadering.

Art. 15. Winst.

1. De algemene vergadering is bevoegd tot bestemming van de winst die door de vaststelling van de jaarrekening is bepaald en tot vaststelling van het uitkeerbare eigen vermogen.

2. Een besluit van de algemene vergadering dat strekt tot uitkering heeft geen gevolgen zolang het bestuur geen goedkeuring heeft verleend. Het bestuur weigert slechts de goedkeuring indien het weet of redelijkerwijs behoort te voorzien dat de vennootschap na de uitkering niet zal kunnen blijven voortgaan met het betalen van haar opeisbare schulden.

3. Indien de vennootschap na een uitkering niet kan voortgaan met het betalen van haar opeisbare schulden, zijn de bestuurders die dat ten tijde van de uitkering wisten of redelijkerwijs behoorden te voorzien jegens de vennootschap hoofdelijk verbonden voor het tekort dat door de uitkering is ontstaan met de wettelijke rente vanaf de dag van de uitkering. Niet verbonden is de bestuurder die bewijst dat het niet aan hem te wijten is dat de vennootschap de uitkering heeft gedaan en dat hij niet nalatig is geweest in het treffen van maatregelen om de gevolgen daarvan af te wenden.

4. De vordering van de aandeelhouder tot uitkering van dividend vervalt door een -tijdsverloop van vijf jaren.

Art. 16. Algemene vergaderingen van aandeelhouders.

1. De algemene vergaderingen worden gehouden in de plaats waar de vennootschap statutair is gevestigd of in de gemeente waar zij haar woonplaats -heeft, dan wel te Schiphol (gemeente Haarlemmermeer).

2. Jaarlijks, binnen zes maanden na afloop van het boekjaar, wordt een algemene vergadering gehouden, waarin onder meer de jaarrekening en de winstbestemming worden vastgesteld, dan wel wordt een besluit genomen overeenkomstig artikel 21.

Art. 17.

1. De oproeping tot de algemene vergadering geschiedt door het bestuur niet later -dan op de achtste dag vóór die van de vergadering.

2. Aandeelhouders en andere vergadergerechtigden worden tot algemene vergaderingen opgeroepen per brief, gezonden aan de adressen volgens het bij artikel 5 bedoelde register, dan wel met instemming van de vergadergerechtigde op andere schriftelijke wijze.

Art. 18. Besluitvorming zonder oproeping. Aantekeningen.

1. Wanneer de oproepingstermijn als bedoeld in artikel 17 lid 1 niet is nageleefd of de oproeping niet heeft plaats gehad, dan kunnen geen wettige besluiten worden genomen, tenzij alle vergadergerechtigden ermee hebben ingestemd dat de besluitvorming plaatsvindt en de bestuurders voorafgaand aan de besluitvorming in de gelegenheid zijn gesteld om advies uit te brengen.

2. Het bestuur houdt van de genomen besluiten aantekening. Indien het bestuur niet ter vergadering is vertegenwoordigd wordt door of namens de voorzitter van de -vergadering een afschrift van de genomen besluiten zo spoedig mogelijk na de vergadering aan het bestuur verstrekt. De aantekeningen liggen ten kantore van de vennootschap ter inzage van de vergadergerechtigden. Aan ieder van dezen wordt desgevraagd een afschrift of uittreksel van deze aantekeningen verstrekt tegen ten hoogste de kostprijs.

Art. 19.

1. Op door de vennootschap verkregen aandelen in haar kapitaal kunnen de daaraan verbonden stemrechten door de vennootschap niet worden uitgeoefend. Op die aandelen vindt generlei uitkering ten behoeve van de vennootschap plaats.

2. Bij de vaststelling van enige meerderheid of enig quorum, vereist bij de besluitvorming van de algemene vergadering, worden de door de vennootschap verkregen aandelen in haar kapitaal buiten beschouwing gelaten.

Art. 20.

1. De algemene vergaderingen voorzien zelf in haar voorzitterschap.

2. De algemene vergadering besluit met volstreekte meerderheid der geldig uitgebrachte stemmen.

3. Elk aandeel geeft recht tot het uitbrengen van één stem.

4. Indien zulks bij de oproeping is vermeld is iedere vergadergerechtigde bevoegd om, in persoon of bij schriftelijk gevolmachtigde, door middel van een elektronisch communicatiemiddel aan de algemene vergadering deel te nemen, daarin het woord te voeren en -als vergadergerechtigde met stemrecht het stemrecht uit te oefenen, mits de vergadergerechtigde via het elektronisch communicatiemiddel kan worden geïdentificeerd, rechtstreeks kan kennisnemen van de Verhandelingen ter vergadering en kan deelnemen aan de beraadslaging.

5. De algemene vergadering is bevoegd bij reglement voorwaarden te stellen aan het gebruik van het elektronische communicatiemiddel. Indien de algemene vergadering van deze bevoegdheid gebruik heeft gemaakt, worden de voorwaarden bij de oproeping bekend gemaakt.

6. Het bestuur houdt van de genomen besluiten aantekening; artikel 18 lid 2 van deze Statuten is van overeenkomstige toepassing.

Art. 21. Besluitvorming buiten vergadering. Aantekeningen.

1. Besluitvorming van aandeelhouders kan op andere wijze dan in een vergadering geschieden, mits alle vergadergerechtigden met deze wijze van besluitvorming schriftelijk hebben ingestemd. Alle bestuurders worden voorafgaand aan de besluitvorming in de gelegenheid gesteld om advies uit te brengen.

2. Het bestuur houdt van de aldus genomen besluiten aantekening. Ieder van de vergadergerechtigden is verplicht er voor zorg te dragen dat de conform lid 1 genomen besluiten zo spoedig mogelijk schriftelijk ter kennis van het bestuur worden gebracht.

De aantekeningen liggen ten kantore van de vennootschap ter inzage van de vergadergerechtigden. Aan ieder van dezen wordt desgevraagd een afschrift of uittreksel van deze aantekeningen verstrekt tegen ten hoogste de kostprijs.

Art. 22. Statutenwijziging. Wanneer aan de algemene vergadering een voorstel tot statutenwijziging wordt gedaan, dient tegelijkertijd een afschrift van het voorstel, waarin de voorgestelde wijziging woordelijk is opgenomen, ten kantore van de vennootschap ter inzage te — worden gelegd voor diegenen, die volgens de wet tot inzage zijn gerechtigd, tot de afloop van de betreffende vergadering.

Art. 23. Vereffening.

1. In geval van ontbinding van de vennootschap krachtens besluit van de algemene vergadering zijn de bestuurders belast met de vereffening van het vermogen van de vennootschap tenzij de algemene vergadering anders besluit.

2. De algemene vergadering stelt de beloning van de vereffenaars vast.

3. De vereffening geschiedt met inachtneming van het ter zake in de wet bepaalde.

4. Hetgeen na voldoening van de schulden is overgebleven wordt overgedragen aan de aandeelhouders naar evenredigheid van het gezamenlijk bedrag van ieders aandelen.

5. Op de vereffening zijn voorts de bepalingen van Titel 1, Boek 2 Burgerlijk Wetboek van toepassing.
6. Gedurende de vereffening blijven de bepalingen van de Statuten voor zover mogelijk van kracht.

Overgangsbepaling

Het eerste boekjaar van de vennootschap eindigt op dertig juni tweeduizend vijftien. De onderhavige bepaling komt te vervallen na ommekomst van het eerste boekjaar van de vennootschap.

Slotverklaringen

Tenslotte verklaarde de comparant als volgt:

1. Voor de eerste maal worden tot bestuurders A van de vennootschap benoemd:

- de heer Marcus Jacobus Maria Hollander, wonende te 1961 JM Heemskerk, Graaf Willem II laan 12, geboren te Heemskerk op twee maart negentienhonderd tweeënzestig; en
- de heer Andreas Georg Christian Demmel, wonende te 1054 AB Amsterdam, Nassaukade 367 2, geboren te München, Duitsland, op elf april negentienhonderd negenenzestig.

2. In het kapitaal van de vennootschap wordt door de oprichter, voornoemd, deelgenomen voor één (1) aandeel, met een nominale waarde van één euro (EUR 1,00); het geplaatste kapitaal bedraagt: één euro (EUR 1,00).

3. De plaatsing geschiedt à pari. Het nominale bedrag op het aandeel zal eerst in geld worden gestort nadat de vennootschap het zal hebben opgevraagd.

4. De vennootschap verbindt zich tot het betalen van kosten die met de oprichting verband houden.

De comparant is mij, notaris, bekend.

WAARVAN AKTE, verleden te Amsterdam op de darum in het hoofd dezer akte vermeld.

Alvorens tot voorlezing is overgegaan is de inhoud der akte zakelijk aan de comparant opgegeven en toegelicht.

Deze heeft daarna verklaard van de inhoud der akte kennis te hebben genomen, daarmee in te stemmen en op volledige voorlezing daarvan geen prijs te stellen.

Onmiddellijk na beperkte voorlezing is deze akte door de comparant en mij, notaris, ondertekend.

(w.g.) G.P. Mounier, A.A. Voorneman

VOOR AFSCHRIFT

Signature.

The undersigned,

Anton Arnaud Voorneman, civil law notary in Amsterdam,

certifies that the attached document is a fair English translation of the deed of incorporation and the articles of association of the private company with limited liability:

Cidron Ollopa B.V.,

with statutory seat in Amsterdam.

In this translation an attempt has been made to be as literal as possible without jeopardizing the overall continuity.

Inevitably, differences may occur in translation, and if so the Dutch text will by law govern.

Amsterdam, the 28th day of May 2015.

Signature.

English translation

INCORPORATION PRIVATE COMPANY WITH LIMITED LIABILITY

On the twenty-seventh day of May two thousand fifteen appeared before me, Anton Arnaud Voorneman, civil law notary in Amsterdam:

Mr Guillaume Pierre Mounier, with office address at 1083 GV Amsterdam, Arent Janszoon Ernststraat 199, born in Waalwijk on the sixteenth day of May nineteen hundred eighty,

in this respect acting as duly authorized representative of:

the private company with limited liability:

Cidron Ollopa Holding B.V.,

with statutory seat in Amsterdam and offices at 1083 HN Amsterdam, Barbara Strozziilaan 201, offered for registration at the Trade Register of the Chamber of Commerce.

The aforementioned power of attorney shall be attached to this deed.

The appearer, acting as aforementioned, has declared to incorporate a private company with limited liability and thereto to lay down the following Articles of Association:

Art. 1. Definitions. In these articles, the following terms are defined as follows:

“share” means a share in the capital of the company;

“shareholder” means a holder of one or more shares;

“general meeting” means the body of a company formed by the shareholders or a gathering of shareholders (or their representatives) and other persons with meeting rights;

“managing director” means a member of the managing board;

“managing board” means the managing board of the company;

“in writing” means by letter, facsimile or e-mail, or by any other electronic form of message delivery, as long as it is readable and reproducible;

“distributable net assets” means the amount of the net assets of the company as far as it exceeds the reserves which must be maintained by virtue of law or the articles of association;

“company” means the company which internal organisation is governed by these articles of association;

“meeting rights” means the right to, either in person or by proxy authorized in writing, attend the general meeting and to address such meeting.

Art. 2. Name and seat.

1. The name of the company is:

Cidron Ollopa B.V.

2. The statutory seat of the company shall be in Amsterdam.

Art. 3. Purposes. The purposes of the company are:

- to incorporate, to participate in any way whatsoever, to manage and to supervise enterprises and companies;
- to render guarantees and to bind the company or assets of the company on behalf of enterprises and companies with which the company forms a group;
- to render services to enterprises and companies;
- to finance enterprises and companies;
- to lend and to borrow money;
- to obtain, alienate, manage and to exploit real estate and items of property in general;
- to exploit and to trade patents, marks, licenses, know-how and intellectual rights of property;
- to perform all kind of industrial, financial and commercial activities; and to do all that is connected therewith or may be conducive thereto, all this to be interpreted in the widest sense.

Art. 4. Shares.

1. The capital of the company consists of one or more shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each.

2. At least one (1) share with voting rights is held by a person other than and other than for the account of the company or one of its subsidiaries.

3. The shares are registered in the name of the holders.

4. No share certificates shall be issued.

Art. 5. Shareholders register.

1. The managing board shall keep a register in which the names and addresses of all shareholders shall be recorded, with mention of the date they acquired the shares, the date of acknowledgement or service as well as the amount paid in on each share.

2. The provisions of article 2:194 Dutch Civil Code are applicable.

Art. 6. Issue of shares.

1. The issue of shares shall be effected pursuant to a resolution of the general meeting insofar as the general meeting has not designated another body of the company in this respect.

2. For the issue of a share further an appropriate notarial deed, executed by a civil law notary, officiating in the Netherlands, in which deed all parties involved are represented, shall be required.

3. A resolution for the issue of shares shall stipulate whether shareholders have a right to pre-emption, with due observance of the provisions of the Law.

4. The full nominal amount of each share must be paid in on issue. It may be stipulated that the nominal amount or a part of it must be paid in after a certain amount of time or upon request by the company. After incorporation payment in foreign currency can be made only after approval by the company.

5. The managing board is entitled without prior approval of the general meeting of shareholders to perform acts in law as mentioned in article 2:204 paragraph 1 Dutch Civil Code.

Art. 7. Own shares.

1. The company shall be entitled - subject to due observance of article 4 paragraph 2 and the relevant provisions of the law - to acquire its own fully paid in shares or the depositary receipts thereof.

2. The company shall not grant meeting rights to holders of depositary receipts.

Art. 8. Transfer of shares. Usufruct. Pledging.

1. The transfer of shares as well as the creation or transfer of a limited right thereon, shall require an appropriate notarial deed, executed by a civil law notary, officiating in the Netherlands, in which deed all parties involved are represented.

2. The rights attached to the shares cannot be exercised by the new shareholder before the legal act has been acknowledged by the company or has been serviced on the company, according to the relevant provisions of the law, unless the company itself is a party to the legal act.

3. If a right of usufruct is created or if shares are pledged, the voting rights can be assigned to the usufructuary or the pledgee, provided that the transfer of voting rights has been approved by the general meeting.

Art. 9. Restrictions on transfer of shares.

1. If any shareholder (offerer) wishes to dispose of all or any part of his shareholding, he must first offer those shares to his co-shareholders (offerees) for sale unless all shareholders have given a written approval of the disposal concerned, which approval is valid for a period of three months only. Nor is this obligation to offer applicable in case a shareholder is obliged to offer his shares to a previous shareholder by virtue of the law.

Inter alia contribution to and division of any community is considered to be a transfer.

2. The shareholders who are interested to take over the offered shares, are obliged to notify the managing board in writing of the number of shares they want to take over, within two months after the offer, failing which the shareholders concerned shall be deemed not to be interested.

The price at which the shares can be taken over by the offerees shall be as agreed between the offerer and the offerees.

Failing agreement between the parties about the price, the price shall be set by an independent expert to be appointed by the chairman of the Dutch Professional Organisation of Accountants (NBA) on request of the most interested party, unless the parties previously reach agreement on the appointment of the expert. The offerees are obligated to notify the offerer by registered letter, within thirty days upon the determination of the price, if and to which extent they are interested in the offered shares against cash payment, failing such notice they shall be deemed to have rejected the offer.

3. If the offerees jointly are interested in purchasing more shares than have been offered, the shares offered shall be distributed among them insofar as possible in proportion to the number of their present shareholding, but with due observance of the number of shares reflected upon by each offeree.

4. The offerer is entitled to withdraw his offer, provided he does so within one month after the parties which are interested to purchase all the shares concerned in the offer and the price, are disclosed to the offerer.

5. If it is definitely established that the offerees do not accept the offer or that not all shares offered shall be purchased against payment in cash, the offerer is free to transfer the shares within three months after the date, on which the price has been ascertained, to whomever he wishes.

6. In case of bankruptcy of a shareholder, of decease of a shareholder-natural person, of winding up or of dissolution of a shareholder-legal entity, the shares of the shareholder concerned are to be offered to the other shareholders as set out above within three months of the event.

Offers made under this requirement may not be withdrawn, provided all offered shares are taken up.

Art. 10. Managing board.

1. The company shall have a managing board, consisting of one or more managing directors A (bestuurders A) and one or more managing directors B (bestuurders B). Both natural persons and legal persons can be managing director.

2. The general meeting shall appoint the managing directors and shall be competent to dismiss or to suspend them at any time.

3. The general meeting shall determine the remuneration and further conditions of employment for each managing director.

Art. 11. Task and decision making.

1. The managing board shall be entrusted with the management of the company.

2. With due observance of these articles of association, the managing board may adopt rules governing its internal proceedings.

3. If a managing director has a direct or indirect personal conflict of interest with the company, he shall not participate in the deliberations and the decisionmaking process concerned in the managing board. If as a result thereof no resolution of the managing board can be adopted, the resolution is adopted by the general meeting.

4. The managing board shall adopt its resolutions by an absolute majority of votes cast. In a tie vote, the general meeting shall decide.

5. The managing board may also decide outside of a meeting, provided that all managing directors have been consulted and that each of them has consented to this manner of decision making.

6. The general meeting shall be authorized to submit certain resolutions by the managing board to its approval, provided the general meeting shall notify the managing board in writing thereof.

Art. 12. Representation.

1. The managing board shall be authorized to represent the company.

A managing director A and a managing director B are also authorized to represent the company, acting jointly.

2. All legal acts of the company vis-à-vis a holder of all of the shares, whereby the company is represented by such shareholder, shall be put down in writing. For the application of the foregoing sentence, shares held by the company or its subsidiaries shall not be taken into account.

3. Paragraph 2 does not apply to legal acts that, under their agreed terms, form part of the normal course of business of the company.

Art. 13. In case one or more members of the managing board are prevented or incapacitated to act, the remaining members or the remaining member of the managing board shall be temporarily entrusted with the full management of the company, whereas in case all members of the managing board or the sole member of the managing board are prevented or incapacitated to act, the management shall be temporarily entrusted to the person to be designated thereto by the general meeting. The term prevented to act is taken to mean a suspension or the impossibility to make contact during at least seven days due to illness or inaccessibility.

Art. 14. Financial year and annual accounts.

1. The financial year shall begin on the first of July of each calendar year and shall end on the thirtieth of June of the following year.

2. Annually, within five months after the end of the financial year concerned - unless this term is extended by the general meeting with not more than six months by reason of special circumstances -, the managing board shall draw up the annual accounts consisting of a balance-sheet, a profit and loss account and explanatory notes.

Within said period the annual accounts and the annual report shall be available at the company's office for inspection by the persons with meeting rights.

3. The general meeting adopts the annual accounts.

Art. 15. Profits.

1. The general meeting is authorized to distribute the profits which have been determined by the adoption of the annual accounts and to determine the distributable net assets.

2. A resolution of the general meeting to distribute shall have no effect as long as it has not been approved by the managing board. The managing board shall only refuse approval if it knows or within reason is supposed to foresee that the company, after distribution, shall no longer be able to pay its debts due.

3. The managing directors who, at the time of the distribution, knew or were supposed to foresee that the company would no longer be able to pay its debts due, shall be jointly and severally liable to the company for the deficit which exists due to the distribution, together with the legal interest (wettelijke rente) since the day of the distribution. A managing director that proves that he is not to be blamed for the distribution by the company and who has not been negligent in taking measures to avert the consequences, shall not be liable.

4. The claim of a shareholder for payment of dividend shall expire after a period of five years.

Art. 16. General meetings of shareholders.

1. The general meetings shall be held in the place where the company has its statutory seat as well as where the company holds its offices or at Schiphol (municipality Haarlemmermeer).

2. A general meeting shall be held annually within six months after the end of the financial year concerned in which among other matters the annual accounts shall be adopted and the appropriation of profits shall be decided upon or a resolution shall be taken in accordance with article 21.

Art. 17.

1. The managing board shall convene the general meeting not later than on the eighth day prior to the meeting.

2. Shareholders and other persons with meetings rights shall be convened to general meetings by letters sent to their addresses as per the register as mentioned in article 5, or with the consent of persons with meeting rights by any other form of writing.

Art. 18. Decision making without convention. Notes.

1. If the term for convention as mentioned in article 17 paragraph 1 has not been held up or if the convention has not taken place, then no valid decisions can be made, unless all persons with meeting rights consent to the decision making taking place and the managing directors have been granted the opportunity to advise beforehand.

2. The managing board keeps a record of the resolutions made. If the managing board is not represented at a meeting, the chairman of the meeting shall provide the managing board with a transcript of the resolutions made as soon as possible after the meeting. The records shall be deposited at the offices of the company for inspection by the persons with meeting rights. Upon request each of them shall be provided with a copy or an extract of such record at not more than the actual costs.

Art. 19.

1. On shares in its own capital acquired by the company no voting rights shall be exercised by the company.

Payment to the company on these shares shall not take place.

2. At the determination of any majority or any quorum, required for passing of a resolution by the general meeting, the shares in its own capital acquired by the company shall be left out of consideration.

Art. 20.

1. The general meeting shall appoint the chairman of the meeting.

2. The general meeting decides with an absolute majority of votes, validly cast.

3. Each share confers the right to cast one vote.

4. If provided for at the notice for general meetings, each person entitled to attend the general meeting has the right to take note of the meeting by electronic means of communication, either in person or by a proxy authorized in writing, to address the meeting and - if the person is entitled to vote - to exercise voting rights, provided that, such person must be identifiable through the electronic means of communication and is able to directly observe the proceedings at the meeting and be able to directly participate in the proceedings at the meeting.

5. The general meeting may attach conditions to the use of the electronic means of the communication. The notice of the meeting shall set out these conditions or state where they can be consulted.

6. The managing board keeps a record of the resolutions made;
article 18 paragraph 2 of the articles of association is equally applicable.

Art. 21. Resolutions outside meetings. Notes.

1. Resolutions of the shareholders may instead of in general meetings also be taken in writing provided that all persons with meeting rights agree with this manner of decision making. All managing directors shall be granted the opportunity to advise beforehand.

2. The managing board shall keep a record of the resolutions thus made.

Each of the persons with meeting rights must procure that the managing board is informed in writing of the resolutions made in accordance with paragraph 1 as soon as possible.

The records shall be deposited at the offices of the company for inspection by the persons with meeting rights. Upon request each of them shall be provided with a copy or an extract of such record at not more than the actual costs.

Art. 22. Amendment. In case a proposal for amendment of the articles of association is submitted to the general meeting simultaneously a copy of the proposal in which the verbatim text of the proposed amendment is embodied has to be deposited at the company's office for inspection by those who are entitled thereto by law, until the end of the meeting concerned.

Art. 23. Dissolution.

1. At the dissolution of the company by virtue of a resolution of the general meeting, the liquidation shall be effected by the managing board, unless the general meeting shall decide otherwise.

2. The general meeting shall fix the remuneration of the liquidators.

3. The liquidation shall be effected with due observance of the applicable provisions of the law.

4. The remainder of the assets of the company after payment of all creditors shall be transferred to the shareholders in proportion to the nominal value of their shareholding.

5. The liquidation shall be subject to the provisions of Title 1 of Book 2 Dutch Civil Code.

6. During the liquidation the articles of association shall remain applicable insofar as possible.

Transitory clause

The first financial year of the company ends on the thirtieth day of June two thousand fifteen.

Final Provisions

Finally the appearer declared as follows:

1. For the first time are appointed as managing directors A of the company:

- Mr Marcus Jacobus Maria Hollander, residing at 1961 JM Heemskerk, Graaf Willem II laan 12, born at Heemskerk on the second of March nineteen hundred and sixty-two; and

- Mr Andreas Georg Christian Demmel, residing at 1054 AB Amsterdam, Nassaukade 367 2, born at München on the eleventh of April nineteen hundred and sixty-nine.

2. In the issued capital of the company is participated by the incorporator aforementioned with one (1) share, with a nominal value of one euro (EUR 1.00); the issued capital amounts to one euro (EUR 1.-).

3. The issue shall take place at par. Upon request of the company, the nominal amount on the share will be paid up in cash.

4. The company is obligated to reimburse all costs in relation to the incorporation. The appearer is known to me, notary.

THIS DEED, drawn up, has been executed at Amsterdam, on the day and year mentioned in the heading in this deed.

The contents of this deed were stated and explained in substance to the appearer.

The appearer then declared to be well informed on and to agree with the contents of this deed and not to care for a reading out in full.

Immediately after partial reading, the appearer and I, notary, signed this deed.

(w.s.) G.P. Mounier, A.A. Voorneman

Deutsche Übersetzung der Satzung der Cidron Ollopa B.V.

PRIVATGESELLSCHAFT MIT BESCHRÄNKTER HAFTUNG

Art. 1. Definitionen. In der vorliegenden Satzung werden die folgenden Ausdrücke wie folgt definiert:

“Anteil” meint einen Anteil am Gesellschaftskapital;

“Ausschüttungsfähiger Nettoerlös” meint den Betrag des Nettoerlöses der Gesellschaft, insoweit er den Grundbetrag, der per Gesetz oder per Satzung aufrechtzuerhalten ist, übersteigt;

“Geschäftsführerratsmitglied” meint ein Mitglied des Geschäftsführerrats der Gesellschaft;

“Geschäftsführerrat” meint den Geschäftsführerrat der Gesellschaft;

“Gesellschaft” meint diejenige Gesellschaft, deren interne Organisation durch diese Satzung geregelt wird;

“Gesellschafter” meint den Inhaber eines oder mehrerer Anteile;

“Gesellschafterversammlung” meint das Organ einer Gesellschaft bestehend aus den Gesellschaftern, oder eine Versammlung von Gesellschaftern (oder deren Vertretern) oder anderer Personen mit Rechten der Teilnahme an einer Gesellschafterversammlung;

“Gesellschafterversammlungsrechte” meint das Recht, entweder persönlich oder mit einer schriftlich erteilten Vollmacht ausgestattet, an der Gesellschafterversammlung teilzunehmen und sich an diese zu richten.

“Schriftlich” meint Brief, Fax oder E-Mail, oder jede andere elektronische Form von Mitteilungen, Lesbarkeit und Reproduzierbarkeit vorausgesetzt;

Art. 2. Name und Sitz.

(1) Der Name der Gesellschaft ist: Cidron Ollopa B. V.

(2) Der satzungsgemäße Sitz der Gesellschaft ist Amsterdam.

Art. 3. Zweck. Der Zweck der Gesellschaft ist:

- Die Gründung, Beteiligung - in welcher Weise auch immer -, die Führung und Aufsicht an und von Unternehmen und Gesellschaften;

- Garantien auszustellen und die Gesellschaft sowie Vermögen der Gesellschaft im Namen von Unternehmen und Gesellschaften, mit denen die Gesellschaft eine Unternehmensgruppe bildet, rechtlich zu binden;

- Unternehmen und Gesellschaften Serviceleistungen zur Verfügung zu stellen;

- Unternehmen und Gesellschaften zu finanzieren;

- Finanzielle Mittel zur Verfügung zu stellen und selbst auszuleihen;

- Immobilien sowie Eigentum im Allgemeinen zu erwerben, abzutreten, zu verwalten und fruchtbar zu machen;

- Die Fruchtbarmachung von Patenten, Markenrechten, Lizenzen, Know-How und geistigem Eigentum;

- Alle Arten von industriellen, finanziellen und kommerziellen Aktivitäten;

sowie sämtliche hiermit verbundenen oder möglicherweise hiervon mit betroffenen Aktivitäten; dies ist möglichst weit auszulegen.

Art. 4. Anteile.

(1) Das Grundkapital der Gesellschaft besteht aus einem oder mehreren Anteilen, mit einem Nominalwert von jeweils einem Euro (EUR 1.00).

(2) Mindestens ein (1) Anteil mit Stimmrechten wird von einer Person gehalten, die nicht die Gesellschaft selbst oder eine ihrer Tochtergesellschaften ist, oder für diese handelt.

(3) Die Anteile werden unter den Namen der Inhaber registriert.

(4) Es werden keine Anteilsurkunden ausgestellt.

Art. 5. Anteilsregister.

(1) Der Geschäftsführerrat verwaltet ein Register, das die Namen und Adressen aller Gesellschafter sowie das Datum des Anteilserwerbs enthält, sowie den Zeitpunkt der Anerkennung oder der Zustellung, wie auch den je Anteil bezahlten Betrag.

(2) Die Vorschriften des Artikel 2:194 des niederländischen Zivilgesetzbuches werden für anwendbar erklärt.

Art. 6. Ausgabe von Anteilen.

(1) Die Ausgabe von Anteilen erfolgt entsprechend einer Vorgabe der Gesellschafterversammlung, sofern nicht die Gesellschafterversammlung ein anderes Gesellschaftsorgan hierfür bestimmt hat.

(2) Des Weiteren ist für die Ausgabe eines Anteils eine entsprechende notarielle Beurkundung erforderlich, die von einem im Zivilrecht tätigen und in den Niederlanden zugelassenen Notar ausgestellt wurde, und die alle beteiligten Personen ausweist.

(3) Bei der Ausgabe von Anteilen legt ein Beschluss fest, ob die Gesellschafter, unter Beachtung des geltenden Rechts, ein Vorkaufsrecht erhalten.

(4) Bei der Ausgabe muss der volle Nennbetrag hinsichtlich jedes Anteils gezahlt werden. Es kann festgelegt werden, dass der Nennbetrag oder ein Teil hiervon nach Ablauf einer bestimmten Zeit oder nach Aufforderung durch die Gesellschaft zu zahlen ist. Nach Gründung der Gesellschaft kann in einer fremden Währung nur noch mit Zustimmung der Gesellschaft gezahlt werden.

(5) Der Geschäftsführerrat ist befugt, ohne vorherige Erlaubnis durch die Gesellschafterversammlung Rechtsgeschäfte, die in Artikel 2:204 Abschnitt 1 des Niederländischen Zivilgesetzbuches aufgeführt sind, durchzuführen.

Art. 7. Eigentum an Anteilen.

(1) Die Gesellschaft ist befugt - vorbehaltlich der Beachtung von Artikel 4 Absatz 1 und der einschlägigen Rechtsvorschriften - Anteile an ihr selbst durch Zahlung in bar oder durch Hinterlegungsscheine zu erwerben.

(2) Die Gesellschaft ist nicht befugt, Inhabern von Hinterlegungsscheinen Gesellschafterversammlungsrechte zu verleihen.

Art. 8. Anteilsübertragung. Niessbrauch. Pfändung.

(1) Die Übertragung von Anteilen wie auch die Begründung oder die Übertragung beschränkter Rechte diesbezüglich erfordern eine entsprechende notarielle Beurkundung, ausgeführt von einem im Zivilrecht tätigen und in den Niederlanden zugelassenen Notar. Die Urkunde muss alle beteiligten Personen ausweisen.

(2) Die mit den Anteilen verbundenen Rechte können von einem neuen Gesellschafter nicht ausgeübt werden, bevor das Rechtsgeschäft durch die Gesellschaft anerkannt wurde, oder bevor dieser der Gesellschaft entsprechend den einschlägigen Rechtsvorschriften zugestimmt wurde, es sei denn, die Gesellschaft ist selbst Partei des Rechtsgeschäftes.

(3) Wird ein Nießbrauchrecht eingeräumt oder werden Anteile gepfändet, können die Stimmrechte dem Nießbrauchnehmer oder dem Pfandgläubiger übertragen werden, vorausgesetzt die Übertragung von Stimmrechten wurde von der Gesellschafterversammlung gebilligt.

Art. 9. Beschränkung der Übertragung von Anteilen.

(1) Will ein Gesellschafter (Anbieter) seine Anteile ganz oder teilweise abstoßen, so muss er jene Anteile zunächst seinen Mitgesellschaftern (Angebotsempfänger) zum Kauf anbieten, es sei denn, alle Gesellschafter haben ihr schriftliches Einverständnis zum betreffenden Abstoßen der Anteile erteilt. Ein solches Einverständnis ist lediglich für eine Zeit von drei Monaten wirksam. Das vorgenannte Erstandienungsrecht ist nicht einschlägig, wenn ein Gesellschafter rechtlich dazu verpflichtet ist, seine Anteile einem früheren Mitgesellschafter anzubieten. Die Zuteilung innerhalb sowie die Aufteilung einer Gemeinschaft ist als Übertragung von Anteilen anzusehen.

(2) Die an einer Übernahme der angebotenen Anteile interessierten Gesellschafter sind dazu verpflichtet, den Geschäftsführerrat schriftlich und innerhalb von zwei Monaten ab dem Angebot über die Anzahl der zu übernehmenden Anteile in Kenntnis zu setzen, andernfalls gelten die Gesellschafter als nicht interessiert. Der Preis für die Anteile bestimmt sich nach der Vereinbarung zwischen Anbieter und Angebotsempfänger. Existiert keine Vereinbarung hinsichtlich des Preises, so soll der Preis von einem unabhängigen Sachverständigen, der durch den Vorsitzenden der Dutch Professional Organisation of Accountants (NBA) bestimmt wird, ermittelt werden. Dies geschieht auf Aufforderung durch die Partei mit dem größten Interesse, es sei denn, die Parteien erzielen zuvor eine Einigung über die Benennung eines Sachverständigen. Die Angebotsempfänger sind verpflichtet dem Anbieter mittels eingeschriebenen Briefes und innerhalb von dreißig Tagen ab der Bestimmung des Preises zu erklären, ob und in welchem Umfang sie an der Übernahme der angebotenen Anteile gegen Barzahlung interessiert sind, andernfalls gilt das Angebot als durch die Angebotsempfänger abgelehnt.

(3) Übertrifft die Zahl der Anteile, an denen Erwerb die Angebotsempfänger in ihrer Gesamtheit interessiert sind, die Zahl der angebotenen Anteile, so werden die angebotenen Anteile unter ihnen soweit möglich entsprechend der Anzahl ihrer derzeitigen Anteile verteilt, jedoch unter Beachtung der Anzahl der Anteile eines jeden Angebotsempfängers.

(4) Der Anbieter ist berechtigt sein Angebot zurückzuziehen, vorausgesetzt er tut dies innerhalb eines Monats nachdem ihm die Identität derjenigen Parteien, die am Erwerb aller betroffenen Anteile zum angebotenen Preis, mitgeteilt wurde.

(5) Steht zweifelsfrei fest, dass die Angebotsempfänger das Angebot nicht annehmen, oder dass nicht alle angebotenen Anteile gegen Barzahlung erworben werden sollen, so kann der Anbieter die Anteile innerhalb von drei Monaten nach dem Datum der Festlegung des Preises frei übertragen.

(6) Im Falle der Insolvenz eines Gesellschafters, des Ablebens eines Gesellschafters bei einer natürlichen Person als Gesellschafter, oder einer Abwicklung oder Auflösung eines Gesellschafters bei einer juristischen Person als Gesellschafter, werden die Anteile des betroffenen Gesellschafters den anderen Gesellschaftern entsprechend den obigen Regeln

innerhalb von drei Monaten nach dem Ereignis angeboten. Solche Angebote können nicht zurückgenommen werden, vorausgesetzt alle angebotenen Anteile werden übernommen.

Art. 10. Geschäftsführerrat.

(1) Die Gesellschaft hat einen Geschäftsführerrat bestehend aus einem oder mehreren Geschäftsführern der Klasse A (bestuurders A) und einem oder mehreren Geschäftsführern der Klasse B (bestuurders B). Sowohl natürliche als auch juristische Personen können Geschäftsführer sein.

(2) Die Gesellschafterversammlung bestimmt die Geschäftsführer und hat das Recht, Letztere jederzeit zu entlassen oder zu suspendieren.

(3) Die Gesellschafterversammlung bestimmt die Vergütung und weitere Beschäftigungskonditionen für jeden Geschäftsführer.

Art. 11. Aufgaben und Entscheidungsfindung.

(1) Der Geschäftsführerrat wird mit dem Management der Gesellschaft betraut.

(2) Der Geschäftsführerrat kann, unter Einhaltung dieser Satzung, Regeln für interne Abläufe erlassen.

(3) Besteht ein unmittelbarer oder mittelbarer Interessenkonflikt zwischen einem Geschäftsführer und der Gesellschaft, so nimmt er nicht an den betroffenen Verhandlungen und dem Abstimmungsprozess des Geschäftsführerrats teil. Kann als Folge dessen der Geschäftsführerrat keine Entscheidung treffen, so wird die Entscheidung durch die Gesellschafterversammlung getroffen.

(4) Der Geschäftsführerrat trifft seine Entscheidungen mit absoluter Mehrheit der abgegebenen Stimmen. Bei Stimmgleichheit entscheidet die Gesellschafterversammlung.

(5) Der Geschäftsführerrat kann auch außerhalb einer Sitzung Entscheidungen treffen, vorausgesetzt alle Geschäftsführer wurden vorab befragt, und haben, jeder einzeln, ihre Zustimmung zu dieser Art der Entscheidungsfindung gegeben.

(6) Die Gesellschafterversammlung ist berechtigt, bestimmte Entscheidungen des Geschäftsführerrats unter den Vorbehalt seiner Zustimmung zu stellen, vorausgesetzt die Gesellschafterversammlung hat den Geschäftsführerrat hierüber schriftlich vorab in Kenntnis gesetzt.

Art. 12. Vertretung.

(1) Der Geschäftsführerrat ist berechtigt die Gesellschaft zu vertreten. Ein Geschäftsführer der Klasse A und ein Geschäftsführer der Klasse B sind ebenso berechtigt, gemeinsam die Gesellschaft zu vertreten.

(2) Alle rechtlichen Handlungen der Gesellschaft gegenüber dem Inhaber aller Gesellschaftsanteile, bei denen die Gesellschaft durch diesen Inhaber der Gesellschaftsanteile vertreten wird, bedürfen der Schriftform. Dieses Schriftformerfordernis findet keine Anwendung hinsichtlich von Gesellschaftsanteilen, die von der Gesellschaft oder deren Tochtergesellschaften gehalten werden.

(3) Artikel 12 Abs. 2 findet keine Anwendung auf rechtliche Handlungen, die, in ihren vereinbarten Bedingungen, Bestandteil des gewöhnlichen Geschäftsablaufs der Gesellschaft sind.

Art. 13. Sind ein oder mehrere Mitglieder des Geschäftsführerrats daran gehindert ihrer Tätigkeit nachzugehen oder handlungsunfähig, sind die verbliebenen Mitglieder oder das verbliebene Mitglied des Geschäftsführerrats vorübergehend mit der Geschäftsführung der Gesellschaft betraut; sind hingegen alle Mitglieder des Geschäftsführerrats oder das einzige Mitglied des Geschäftsführerrats daran gehindert ihrer Tätigkeit nachzugehen oder handlungsunfähig, ist eine Person, die von der Gesellschafterversammlung bestimmt wird, vorübergehend mit der Geschäftsführung betraut. Der Ausdruck „daran gehindert der Tätigkeit nachzugehen“ meint in diesem Zusammenhang die Aufhebung oder Unmöglichkeit des Herstellens eines Kontakts für eine Dauer von mindestens sieben Tagen aufgrund von Krankheit oder Nichterreichbarkeit.

Art. 14. Geschäftsjahr und Jahresabschlüsse.

(1) Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Juli eines Jahres und endet am 31. Juni des darauffolgenden Jahres.

(2) Der Geschäftsführerrat stellt jährlich, innerhalb von fünf Monaten nach dem Ende des betroffenen Geschäftsjahres, wenn dieser Zeitabschnitt nicht aufgrund besonderer Umstände von der Gesellschafterversammlung um nicht mehr als sechs Monate verlängert wurde, den Jahresabschluss der Gesellschaft auf, der aus der Bilanz, der Gewinn- und Verlustrechnung sowie den sonstigen Anmerkungen besteht. Innerhalb des genannten Zeitraums werden der Jahresabschluss und der Jahresabschlussbericht am Sitz der Gesellschaft zur Einsichtnahme der hierzu berechtigten Personen ausgelegt.

(3) Die Gesellschafterversammlung verabschiedet die Jahresabschlüsse.

Art. 15. Gewinne.

(1) Die Gesellschafterversammlung ist berechtigt, die Gewinne, die bestimmt werden durch die Verabschiedung der Jahresabschlüsse, auszuschütten und den auszuschüttenden Nettogewinn zu bestimmen.

(2) Der Gesellschafterbeschluss über die Gewinnausschüttung ist nichtig, wenn er nicht vom Geschäftsführerrat genehmigt wurde. Der Geschäftsführerrat versagt seine Genehmigung nur, wenn er weiß oder berechtigterweise davon ausgeht vorherzusehen, dass die Gesellschaft nach der Gewinnausschüttung nicht länger in der Lage sein wird ihre fälligen Verbindlichkeiten zu begleichen.

(3) Die Geschäftsführer, die zum Zeitpunkt der Ausschüttung wussten oder eine Annahme hatten zu wissen, dass die Gesellschaft nicht länger in der Lage sein würde ihre fälligen Verbindlichkeiten zu begleichen, sind der Gesellschaft gegenüber gesamtschuldnerisch haftbar für den Verlust, der aufgrund der Ausschüttung besteht, und für die gesetzlichen Zinsen (wettelijke rente) ab dem Tag der Ausschüttung. Ein Geschäftsführer ist nicht haftbar, wenn er beweist, dass ihm die Ausschüttung durch die Gesellschaft nicht vorgeworfen werden kann, und wenn er nicht nachlässig gewesen ist bezüglich des Ergreifens von Maßnahmen zur Abwendung der Folgen.

(4) Nach dem Ablauf von fünf Jahren erlischt der Anspruch eines Gesellschafters auf Dividendenzahlung.

Art. 16. Gesellschafterversammlung.

(1) Die Gesellschafterversammlungen werden am eingetragenen Sitz der Gesellschaft, an den Orten, an denen die Gesellschaft einen Firmensitz unterhält oder in Schiphol (gemeente Haarlemmermeer) abgehalten.

(2) Eine Gesellschafterversammlung wird jährlich innerhalb von sechs Monaten nach dem Ende des betroffenen Geschäftsjahres abgehalten, in der, neben anderen Dingen, die Jahresabschlüsse der Gesellschaft verabschiedet werden und die Gewinnverwendung bestimmt oder eine Beschlussfassung in Übereinstimmung mit Artikel 21 erfolgt.

Art. 17.

(1) Der Geschäftsführerrat beruft die Gesellschafterversammlung spätestens am achten Tag vor der Versammlung ein.

(2) Gesellschafter und andere Personen, die ein Recht auf Teilnahme an der Gesellschafterversammlung haben, werden durch Briefe zu den Gesellschafterversammlungen einberufen, die an ihre Adressen, die im in Artikel 5 genannten Anteilsregister eingetragen sind, gesendet werden, oder durch jede andere Art der Schriftform, der der jeweilige Gesellschafter oder an der Teilnahme zur Gesellschafterversammlung Berechtigte zugestimmt hat.

Art. 18. Beschlussfassung ohne Einberufung. Hinweise.

(1) Wenn der Zeitraum für die Einberufung wie in Artikel 17 Abs. 1 vorgeschrieben nicht eingehalten wurde oder eine Einberufung nicht stattgefunden hat, können keine wirksamen Beschlüsse gefasst werden, es sei denn, all Personen, die ein Recht auf Teilnahme an der Gesellschafterversammlung haben, stimmen der Beschlussfassung zu und die Geschäftsführer haben die Gelegenheit gehabt, hierzu im Vorhinein einen Ratschlag zu erteilen.

(2) Der Geschäftsführerrat protokolliert die gefassten Beschlüsse. Ist der Geschäftsführerrat bei der Gesellschafterversammlung nicht vertreten, erteilt der Vorsitzende der Gesellschafterversammlung dem Geschäftsführerrat schnellstmöglich nach der Versammlung ein Protokoll der gefassten Beschlüsse. Das Protokoll wird am eingetragenen Sitz der Gesellschaft zur Einsichtnahme durch Personen mit Teilnahmerechten an der Gesellschafterversammlung hinterlegt. Auf Anforderung wird jeder derjenigen Personen, die ein Recht auf Teilnahme an der Gesellschafterversammlung haben, mit einer Kopie oder einem Auszug eines solchen Protokolls zu nicht mehr als den hierfür angefallenen Kosten versorgt.

Art. 19.

(1) Für die Anteile an der Gesellschaft, die von der Gesellschaft selbst gekauft worden sind, übt die Gesellschaft keine Stimmrechte aus. Für solche Anteile findet eine Auszahlung an die Gesellschaft nicht statt.

(2) Die Anteile an der Gesellschaft, die von der Gesellschaft selbst gekauft worden sind, bleiben unberücksichtigt bei der Bestimmung der Mehrheit oder eines jeden Quorums, das zur Beschlussfassung der Gesellschafterversammlung erforderlich ist.

Art. 20.

(1) Die Gesellschafterversammlung ernennt einen Vorsitzenden der Versammlung.

(2) Die Gesellschafterversammlung entscheidet mit absoluter Mehrheit der wirksam abgegebenen Stimmen.

(3) Jeder Gesellschaftsanteil beinhaltet das Recht, eine Stimme abzugeben.

(4) Sieht das Einberufungsschreiben für eine Gesellschafterversammlung dies vor, hat jede Person, die berechtigt ist an der Gesellschafterversammlung teilzunehmen, das Recht Kenntnis zu nehmen von der Versammlung durch elektronische Kommunikationsmittel, entweder persönlich oder durch eine schriftlich bevollmächtigte Person, um sich an die Versammlung zu richten und, falls diese Person stimmberechtigt ist, Stimmrechte auszuüben, vorausgesetzt, dass diese Person durch das elektronische Kommunikationsmittel identifizierbar ist, dass sie dazu in der Lage ist, die Abläufe der Versammlung unmittelbar zu verfolgen, und dass sie direkt teilnehmen kann an den Abläufen der Versammlung.

(5) Die Gesellschafterversammlung kann Bedingungen an den Gebrauch elektronischer Kommunikationsmittel stellen. Das Einberufungsschreiben legt diese Bedingungen fest oder gibt an, wo diese erfragt werden können.

(6) Der Geschäftsführerrat behält ein Protokoll der gefassten Beschlüsse; Artikel 18 Abs. 2 der Satzung findet Anwendung.

Art. 21. Beschlussfassung ausserhalb von Gesellschafterversammlungen. Hinweise.

(1) Gesellschafterbeschlüsse können anstatt durch Gesellschafterversammlungen auch schriftlich gefasst werden, vorausgesetzt dass alle Personen, die über Teilnahmerechte an der Gesellschafterversammlung verfügen, dieser Art der Beschlussfassung zustimmen. Alle Geschäftsführer sind berechtigt, über diese Möglichkeit der Beschlussfassung im Vorhinein Ratschlag zu erteilen.

(2) Der Geschäftsführerrat behält eine schriftliche Aufzeichnung der so gefassten Beschlüsse. Jede Person, die über Teilnahmerechte an der Gesellschafterversammlung verfügt, muss sicherstellen, dass der Geschäftsführerrat frühestmöglich über die in Übereinstimmung mit Artikel 21 Abs. 1 gefassten Beschlüsse informiert worden ist. Die Protokolle werden am Sitz der Gesellschaft zur Einsichtnahme durch die mit Teilnahmerechte an der Gesellschafterversammlung ausgestatteten Personen ausgelegt. Auf Anforderung wird jeder dieser Personen mit einer Kopie oder einem Auszug eines solchen Protokolls zu nicht mehr als den hierfür angefallenen Kosten versorgt.

Art. 22. Änderungen. Wird der Gesellschafterversammlung der Vorschlag zur Änderung der Satzung unterbreitet, muss gleichzeitig eine Kopie des Vorschlags, in welcher der genaue Wortlaut der Änderung niedergeschrieben ist, am Sitz der Gesellschaft ausgelegt werden zur Einsicht derjenigen, die hierzu gesetzlich berechtigt sind, bis zum Ende der betroffenen Versammlung.

Art. 23. Auflösung.

(1) Bei Auflösung der Gesellschaft durch entsprechenden Beschluss der Gesellschafterversammlung wird die Abwicklung bewirkt durch den Geschäftsführerrat, solange die Gesellschafterversammlung nichts anderes beschließt.

(2) Die Gesellschafterversammlung beschließt die Vergütung der Liquidatoren.

(3) Die Auflösung wird bewirkt unter Einhaltung der anwendbaren gesetzlichen Vorschriften.

(4) Der Restbetrag des Gesellschaftsvermögens nach Befriedigung aller Gläubiger wird an die Gesellschafter im Verhältnis zum Nominalwert ihrer Gesellschaftsanteile übertragen.

(5) Die Auflösung unterliegt den Bestimmungen von Titel 1 Buch 2 des niederländischen Zivilgesetzbuches.

(6) Während der Auflösung der Gesellschaft bleibt die Satzung der Gesellschaft soweit möglich anwendbar.

Référence de publication: 2015141853/1119.

(150154715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

**Sub Lecta S.A., Société Anonyme,
(anc. Sub Lecta 2 S.A.).**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 72.206.

In the year two thousand and fifteen, on the seventeenth day of August.

Before us, Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg.

There was held

an extraordinary general meeting of the sole shareholder of the public limited liability company (société anonyme) existing under the name of "SUB LECTA 2 S.A.", governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 20 Rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 72.206 and incorporated under the corporate name of "SUB NEW LECTA S.A." pursuant to a deed of Maître Jacques Delvaux, notary having resided in Luxembourg, dated 14 October 1999, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 994, page 47.669 on 24 December 1999. The articles of association have been amended several times and for the last time pursuant to a deed of Maître Cosita Delvaux, notary having resided in Redange-sur-Attert, dated 11 May 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1616, page 77.522 on 27 June 2012 (hereafter referred to as the "Company").

The meeting was opened by Mrs Carmen ANDRE, lawyer, residing professionally in Luxembourg,

Being in the chair, who appointed as secretary Mr Benoit TASSIGNY, lawyer, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mrs Carmen ANDRE prenamed.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

1. The agenda of the meeting is the following:

a. Waiver of the prior convening notice;

b. Amendment of the corporate object of the Company and subsequent modification of Article 3 of the articles of association of the Company which shall be read as follows:

"The object of the Corporation is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Corporation may also hold interests in partnerships.

The Corporation may borrow in any form and proceed to the issue of bonds and debentures.

In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Corporation may also acquire patents, licences and / or all types of intellectual and industrial rights, to directly or indirectly operate and develop them. The Corporation may notably sale, assign or otherwise dispose of part or all of its patents, licences and / or all types of intellectual and industrial rights.

The Corporation may further carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on real estate or on movable property.

The Corporation is a corporate taxpayer subject to common tax law.“

c. Amendment of the corporate denomination of the Company and subsequent modification of the first paragraph of Article 1 of the articles of association of the Company; and

d. Miscellaneous.

2. The sole shareholder represented at the meeting (the “Sole Shareholder”), the proxyholder of the represented Sole Shareholder and the number of its shares is shown on an attendance list, signed “ne varietur” by the proxyholder of the represented Sole Shareholder, the member of the bureau and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

The proxy of the represented Sole Shareholder will also remain annexed to the present deed.

3. As a result of the aforementioned attendance list, all the nineteen million seven hundred eighty-seven thousand nine hundred eighty-seven (19,787,987) shares issued in registered form are represented at the present meeting, which is consequently constituted and may validly deliberate and decide on the different items of the agenda.

After the foregoing has been approved by the Sole Shareholder, the Sole Shareholder took the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to waive the prior convening notice, considering itself as duly convened and declaring having full knowledge of the purpose of the present agenda, which has been communicated to it.

Second resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to amend the corporate object of the Company and to subsequently modify Article 3 of the articles of association of the Company that will henceforth read as follows:

“The object of the Corporation is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Corporation may also hold interests in partnerships.

The Corporation may borrow in any form and proceed to the issue of bonds and debentures.

In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Corporation may also acquire patents, licences and / or all types of intellectual and industrial rights, to directly or indirectly operate and develop them. The Corporation may notably sale, assign or otherwise dispose of part or all of its patents, licences and / or all types of intellectual and industrial rights.

The Corporation may further carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on real estate or on movable property.

The Corporation is a corporate taxpayer subject to common tax law.“

Third resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to amend the corporate denomination of the Company into “Sub Lecta S.A.” and to subsequently modify the first paragraph of Article 1 of the articles of association of the Company that will henceforth read as follows:

“There is hereby established a Corporation in the form of a société anonyme, under the name of SUB LECTA S.A.“

There being no further business, the meeting is terminated.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 1,700.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le dix-septième jour d'août.

Par devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie

L'assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique de la société anonyme existant sous la dénomination «SUB LECTA 2 S.A.», régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 20 Rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 72.206 et constituée sous la dénomination «SUB NEW LECTA S.A.» suivant un acte de Maître Jacques Delvaux, notaire ayant résidé à Luxembourg, daté du 14 octobre 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 994, page 47.669, le 24 décembre 1999. Les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant un acte de Maître Cosita Delvaux, notaire ayant résidé à Redange-sur-Attert, daté du 11 mai 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1616, page 77.522, le 27 juin 2012 (ci-après la «Société»).

L'assemblée s'est ouverte sous la présidence de Mademoiselle CARMEN ANDRE, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg,

Désignant comme secrétaire Monsieur Benoit TASSIGNY, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Mademoiselle Carmen ANDRE prénommée.

Le bureau de l'assemblée ayant été constitué, le président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter que:

1. La présente assemblée a pour ordre du jour:

a. Renonciation à la convocation préalable;

b. Modification de l'objet social de la Société et modification subséquente de l'article 3 des statuts de la Société qui sera lu comme suit:

«L'objet de la Société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres titres de quelque forme que ce soit, et la propriété, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut en outre prendre des participations dans des sociétés de personnes.

La Société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations et de reconnaissances de dettes.

D'une façon générale, elle peut accorder une assistance aux sociétés affiliées, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et accomplir toute opération qui pourrait être utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

La Société peut aussi acquérir des brevets, des licences et / ou tout type de droits intellectuels et industriels, de directement ou indirectement les exploiter et les développer. La Société peut notamment vendre, céder, disposer d'une partie ou de tout ses brevets, licences et / ou tout type de droits intellectuels et industriels.

La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers.

La Société est assujettie à l'imposition de droit commun.»

c. Modification de la dénomination sociale de la Société et modification subséquente du premier paragraphe de l'article 1 des statuts de la Société; et

d. Divers.

2. Que l'actionnaire unique représenté à l'assemblée (l'«Actionnaire Unique»), le mandataire de l'Actionnaire Unique représenté ainsi que le nombre d'actions qu'il détient est indiqué sur une liste de présence, signée ne varietur par le mandataire de l'Actionnaire Unique représenté, les membres du bureau et le notaire instrumentant, qui restera annexée au présent acte.

La procuration de l'Actionnaire Unique représenté restera également annexée au présent acte.

3. Qu'au vu de la prédite liste de présences, toutes les dix-neuf millions sept cent quatre-vingt-sept mille neuf cent quatre-vingt-sept (19.787.987) actions émises sous forme nominatives sont représentées à la présente assemblée, qui est en conséquence régulièrement constituée et peut valablement délibérer et décider sur les différents points de l'ordre du jour.

Ces faits ayant été approuvés par l'Actionnaire Unique, l'Actionnaire Unique pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Actionnaire Unique DECIDE de renoncer à la convocation préalable, se considérant dûment convoqué et déclarant avoir entière connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué.

Seconde résolution

L'Actionnaire Unique DECIDE de modifier l'objet social de la Société et en conséquence de modifier l'article 3 des statuts de la Société qui sera lura dorénavant comme suit:

«L'objet de la Société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres titres de quelque forme que ce soit, et la propriété, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut en outre prendre des participations dans des sociétés de personnes.

La Société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations et de reconnaissances de dettes.

D'une façon générale, elle peut accorder une assistance aux sociétés affiliées, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et accomplir toute opération qui pourrait être utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

La Société peut aussi acquérir des brevets, des licences et / ou tout type de droits intellectuels et industriels, de directement ou indirectement les exploiter et les développer. La Société peut notamment vendre, céder, disposer d'une partie ou de tout ses brevets, licences et / ou tout type de droits intellectuels et industriels.

La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers.

La Société est assujettie à l'imposition de droit commun.»

Troisième résolution

L'Actionnaire Unique DECIDE de modifier la dénomination sociale de la Société en «Sub Lecta S.A.» et en conséquence de modifier le premier paragraphe de l'article 1 des statuts de la Société qui sera lra dorénavant comme suit:

«Il est formé une Société sous la forme d'une société anonyme, sous la dénomination de SUB LECTA S.A.»

L'ordre du jour étant épuisé, la réunion est terminée.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges, de quelque nature qu'ils soient, incombant à la Société à raison du présent acte, sont estimés à 1.700 EUR

Le notaire instrumentant, qui affirme maîtriser la langue anglaise, déclare qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est libellé en anglais, suivi d'une traduction française, et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE notarié, dressé et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite à la personne comparante, celle-ci a signé l'original du présent acte avec le notaire.

Signé: C. ANDRE, B. TASSIGNY, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 18 août 2015. Relation: 1LAC/2015/26499. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 août 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015142482/173.

(150155397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2015.

Naturhome S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9911 Troisvierges, Z.I. In den Allern.

R.C.S. Luxembourg B 97.728.

L'an deux mille quinze, le huit juin.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme NATURHOME S.A., ayant son siège social à L-9911 Troisvierges, Zoning Industriel "In den Allern", inscrite au Registre de Commerce de et à Luxembourg sous la section B et le numéro 97.728, constituée suivant acte reçu par Maître Camille Mines, alors notaire de résidence à Clervaux, en date du 9 mars 1993, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 286 du 14 juin 1993. Les statuts de ladite société ont été modifiés pour la dernière fois par acte du notaire Paul Bettingen, de résidence à Niederanven, en date du 18 septembre 2008e publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 36 le 8 janvier 2009 "Société"),

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Pierre SOLHEID, entrepreneur, demeurant à L-9780 Wincrange, maison 45A

L'assemblée renonce à l'unanimité à la nomination d'un scrutateur et d'un secrétaire.

Le bureau ayant été ainsi constitué, Monsieur le Président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

1. Que les actionnaires présents et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence qui restera annexée au présent procès-verbal, après avoir été signée par les actionnaires présents, les membres du bureau et le notaire instrumentaire.

2. Qu'il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions, représentatives du capital social, sont toutes représentées à la présente assemblée et qu'il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents se reconnaissant

dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu parfaite connaissance de l'ordre de jour qui leur a été communiqué au préalable.

3. Que, dès lors, la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour, conçu comme suit:

- a) Changement de l'article 5 des statuts
- b) Divers

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Unique résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 5 alinéa premier des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

Art. 5. (alinéa premier). "Le capital social de la société est fixé à six cent cinquante mille euros (EUR 650.000,-), représenté par deux cent une (201) actions nominatives sans valeur nominale et chacune entièrement libérée."

L'assemblée constate que les actions sont actuellement inscrites comme suit au registre des actions:

NATURHOME GROUPE S.A. B112.784	24 actions
NATURHOME Belgique S.A. (BE 433.518.239)	177 actions

Déclaration des comparants

Les associés déclarent, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le bénéficiaire réel de la société faisant l'objet des présentes et certifie que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Rien d'autre n'étant à l'ordre du jour, la séance a été levée à 16.30 heures.

Frais

Les frais des présentes sont à charge de la société et évalués à huit cent euros (800.-€).

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude, date qu'en tête des présentes. Et lecture faite, les comparants, tous connus du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Pierre SOLHEID, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 11 juin 2015. Relation: DAC/2015/9746. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur (signé): Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 1^{er} juillet 2015.

Référence de publication: 2015104166/58.

(150114597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

PEC Koenig Partnership S.C.S., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 197.888.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un contrat sous seing privé en date du 24 juin 2015 que la société en commandite simple PEC Koenig Partnership S.C.S. (la «Société») a été constituée ce même jour.

1. La dénomination de la Société est PEC Koenig Partnership S.C.S..

2. L'objet de la Société est le suivant:

« **Art. 3. Objet.**

3.1 La Société a pour objet l'acquisition et la vente de biens immobiliers soit au Grand-Duché de Luxembourg soit à l'étranger, ainsi que toutes les opérations liées à des biens immobiliers, comprenant mais ne se limitant pas (i) au financement de l'acquisition de biens immobiliers grâce à la souscription d'emprunts, l'émission d'obligations ou toute autre forme de financement ainsi que l'octroi de sûretés y afférentes (telles que des gages ou des hypothèques) que la Société jugera nécessaire ou opportun à cet égard ou (ii) à la prise de participations directes ou indirectes dans des sociétés au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, y inclus sans se limiter à des sociétés cotées, dont l'objet principal consiste dans l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers, soit directement ou indirectement à travers la participation dans des sociétés au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger ayant un objet

social similaire à l'objet de la Société tel que décrit dans cet article 3 (ci-après des "Sociétés Immobilières", et individuellement une "Société Immobilière").

3.2 Un objet supplémentaire de la Société est la création, le développement et la réalisation d'un portefeuille se composant de participations, de titres et de droits de toute nature, et de toute autre forme d'investissement dans des Sociétés Immobilières, que ces entités soient déjà existantes ou encore à créer, notamment par souscription, acquisition par achat, vente ou échange de participations, de titres ou de droits de quelque nature que ce soit, tels que des titres participatifs, des titres de créance, des brevets et des licences, ainsi que la gestion et le contrôle de ce portefeuille.

3.3 La Société pourra également:

(i) accorder toute forme de garantie pour l'exécution de toute obligation de la Société ou de toute Société Immobilière dans laquelle la Société détient un intérêt direct ou indirect ou un droit de toute nature, ou dans laquelle la Société a investi de toute autre manière, ou qui fait partie du même groupe de sociétés que la Société, ou de tout directeur ou autre titulaire ou agent de la Société, ou de toute Société Immobilière dans laquelle la Société détient un intérêt direct ou indirect ou un droit de toute nature, ou dans laquelle la Société a investi de toute autre manière, ou qui fait partie du même groupe de sociétés que la Société;

(ii) accorder des prêts ou assister d'une autre manière, incluant mais n'étant pas limité à, la mise en oeuvre et la gestion d'instruments financiers et/ou accords contractuels pour la centralisation des liquidités de toute Société Immobilière dans laquelle la Société détient un intérêt direct ou indirect ou un droit de toute nature, ou dans laquelle la Société a investi de toute autre manière, ou qui fait partie du même groupe sociétés que la Société;

(iii) lever des fonds, notamment par voie d'emprunts de toute sorte, ou par l'émission de tous titres participatifs ou titres de créance, y compris des obligations, en acceptant toute autre forme d'investissement ou en accordant tous droits de toute nature;

(iv) participer à la constitution, au développement et/ou au contrôle de toute Société Immobilière; et

(v) agir comme associé/actionnaire responsable indéfiniment ou de façon limitée pour les dettes et engagements de toute Société Immobilière.

3.4 La Société n'agira pas comme gestionnaire de fonds d'investissement alternatifs tel que défini dans la directive 2011/61/EU du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et la loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et n'exercera aucune autre activité qui pourrait être sujette à la supervision de la Commission de Surveillance du Secteur Financier. En particulier, la Société ne commercialisera pas (directement ou indirectement) ses parts ou autres titres à des investisseurs.»

3. La date de constitution de la Société est le 24 juin 2015, la Société est établie pour une durée illimitée.

4. L'associé commandité de la Société est PEC Koenig GP S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg et qui est en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg.

5. Le siège social de la Société est situé au 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

6. Les gérants de la Société sont PEC Koenig GP S.à r.l. (associé commandité et gérant) et PEC Koenig 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg et qui est en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg. Les deux gérants de la Société ont été nommés le 24 juin 2015 pour une durée indéterminée.

7. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la seule signature de PEC Koenig GP S.à r.l., agissant par le biais de un ou plusieurs signataires dûment autorisés, tel que désignés par PEC Koenig GP S.à r.l. à sa seule discrétion ou par la signature individuelle ou conjointe de toute personne à laquelle des pouvoirs spéciaux auront été expressément délégués par PEC Koenig GP S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PEC Koenig Partnership S.C.S.

Référence de publication: 2015100710/65.

(150110335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

Santé Europe Investissements S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 128.629.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and fifteen, on the Twelfth day of June,
before Maître Roger Arrensdorff, notary residing at 43, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Santé Holdings S.r.l., a limited liability company (società a responsabilità limitata) incorporated under the laws of Italy, having its registered office at 31, Via Scarlatti, I-20124 Milan, Italy, and registered with the trade register of Milan under number 03992120968, (the “Sole Shareholder”),

here represented by Mr. Arnaud Brion, with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882, Luxembourg, duly authorised to act on behalf of the Sole Shareholder by virtue of a proxy given under private seal on June 8th, 2015,

The before said proxy, being initialled “ne varietur” by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities

The Sole Shareholder holds all the shares of the Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing under the name of Santé Europe Investissements S. à r.l., registered with the Luxembourg Trade Register (Registre du Commerce et des Sociétés, Luxembourg) under the number B128 629, with registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg (the “Company”), the Company's capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) represented by one hundred twenty-five (125) shares with a par value of one hundred euro (EUR 100.-) each, incorporated by a deed received by Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg on May 11, 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 1541 on July 24, 2007; Such appearing party through its attorney has requested the notary to state that:

1) The Sole Shareholder waives its right to the prior notice of the current meeting; it acknowledges being sufficiently informed beforehand on the agenda and considers being validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. The Sole Shareholder resolves further that all the documentation produced to the meeting has been put at its disposal within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

2) The Sole Shareholder resolved to approve the dissolution of the Company and to put it into liquidation:

It is declared that:

- The corporate capital of the Company is fixed at EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred euro) divided into 125 (one hundred twenty-five) shares having a nominal value of EUR 100.- (one hundred euro) each, which is entirely subscribed and fully paid up.

- The Sole Shareholder is the sole owner of all the shares of the Company.

- The Sole Shareholder approves the balance sheet and the profit and loss account of the Company dated April 21, 2015 (also called “Interim Accounts”) attached hereto as schedule A (the “Schedule A”) and declares the anticipated dissolution of the Company with immediate effect.

3) The Sole Shareholder appoints itself as liquidator of the Company and will have full powers to sign, execute and deliver any acts and any documents, to make any declaration and to do anything necessary or useful so as to bring into effect the purposes of this act.

The Sole Shareholder, in its capacity as liquidator of the Company, declares that:

(i) the Company does no longer carry out any activity;

(ii) all rights, title, interest and obligations in and with respect to the existing assets of the Company, as described in Schedule A, are hereby assigned, transferred and conveyed to the Sole Shareholder, which has acknowledged and consented to this assignment and, in particular, the Sole Shareholder undertakes to ensure, in its capacity as liquidator, that any formalities required to implement the transfer of any cash at bank owned by the Company are duly complied with;

(iii) all rights, title, interest and obligations in and with respect to the existing liabilities of the Company, as described in Schedule A, are hereby taken over, transferred and conveyed to the Sole Shareholder which has acknowledged and consented to this transfer; any outstanding liabilities in relation to the closure of the liquidation are duly supplied with and the Sole Shareholder irrevocably undertakes to take over and to settle any presently unknown and unpaid liability of the dissolved Company;

(iv) The Sole Shareholder will take any required action to transfer the funds that are in the bank account of the Company, to close the said bank account and fulfil any formality necessary to transfer all the liabilities of the Company, it having been given all powers to that effect.

4) The Sole Shareholder declares that the liquidation of the Company is closed.

5) Discharge is given to the following managers of the Company for their mandates until today:

- Sara Speed, with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg;

- Ingrid Moinet, with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg;

- Antonino Ligresti, with professional address at 31, Via Scarlatti, I

- 20124 Milan.

Discharge is also given to Mr Alexis Roux, with professional address at 46a, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg for his mandate until October 31, 2014.

6) The books and documents of the Company will be kept for a period of 5 (five) years in Luxembourg at the former registered office of the Company, 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

It has then been preceded to the cancellation of the share register of the Company.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which were to be borne by the Company or which would be charged to it in connection with the present deed, had been estimated at about EUR 750.- (seven hundred fifty euro).

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le douze juin,

Par devant Maître Roger Arrensdorff, notaire résident au 43, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Santé Holdings S.r.l., une société à responsabilité limitée (società a responsabilità limitata) constituée selon le droit Italien, avec siège social à 31, Via Scarlatti, I-20124 Milan, Italie, enregistrée au registre de commerce de Milan, Italie, sous le numéro 03992120968 (l'«Actionnaire Unique»),

représenté par M. Arnaud Brion, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882, Luxembourg, dûment autorisés à représenter l'Actionnaire Unique en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 8 juin 2015,

laquelle, après avoir été signée ne varietur par le mandataire comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

L'Actionnaire Unique détient toutes les actions de la société à responsabilité limitée existant sous la dénomination Santé Europe Investissements S. à r.l., immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B128 629, avec siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (la «Société»), le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12,500) représenté par cent vingt cinq (125) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100.-) chacune, constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, le 11 mai 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1541 le 24 juillet 2007;

Lequel comparant, par son mandataire, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

1) L'Actionnaire Unique renonce à ses droits de convocation, reconnaît avoir été suffisamment informé au préalable sur les points portés à l'ordre du jour et considère avoir été valablement convoqué et accepte dès lors de délibérer et de voter les points portés à l'ordre du jour. L'Actionnaire Unique décide ensuite que toute la documentation présentée lors de l'assemblée a été mise à sa disposition endéans une période suffisante pour lui permettre d'examiner attentivement chaque document.

2) L'Actionnaire Unique décide d'approuver la dissolution de la Société et de la mettre en liquidation:

Il est déclaré que:

- Le capital social de la Société s'élève actuellement à EUR 12.500,-(douze mille cinq cents euros), représentés par 125 (cent vingt-cinq) parts sociales, d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune, lequel est entièrement souscrit et libéré.

- L'Actionnaire Unique est propriétaire de toutes les parts sociales de la Société.

- L'Actionnaire Unique approuve la situation financière intérimaire de la Société au 21 avril 2015 ci-jointe en annexe A (l'«Annexe A») et prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat.

3) L'Actionnaire Unique se nomme liquidateur de la Société et aura les pleins pouvoirs pour signer, exécuter et délivrer tout acte et tout document, pour faire toute déclaration et pour exécuter toutes opérations pouvant être nécessaires à l'accomplissement des objectifs du présent acte.

L'Actionnaire Unique, en sa capacité de liquidateur de la Société, déclare que:

(i) la Société n'a plus d'activité;

(ii) que tous les droits, titres, intérêts et obligations liés aux actifs existant de la Société, comme décrit dans l'annexe A, sont par le présent acte, assignés, transférés et transmis à l'Actionnaire Unique, qui a pris connaissance et consenti à cette affectation et l'Actionnaire Unique s'engage en particulier, en tant que liquidateur, à ce que toutes les formalités requises pour le transfert de toute somme détenue par la Société sur un compte en banque soient dûment effectuées;

(iii) que tous les droits, titres, intérêts et obligations liés aux passifs existant de la Société, comme décrit dans l'annexe A, sont, par le présent acte, pris en charge, transférés et transmis à l'Actionnaire Unique, qui a pris connaissance et consenti à cette affectation; toutes dettes impayées en relation avec la clôture de la liquidation seront dûment adressées à l'Actionnaire Unique, qui s'engage à les prendre en charge ainsi que toute dette impayée et inconnue à ce jour de la Société dissoute;

(iv) l'Actionnaire Unique prendra toute action requise pour transférer les fonds qui sont sur le compte bancaire de la Société, clôturer le compte bancaire et accomplir toute formalité nécessaire pour transférer tout le passif de la Société, ayant reçu tous pouvoirs à cet effet.

4) L'Actionnaire Unique déclare que la liquidation de la Société est close.

5) Décharge pleine et entière est accordée aux gérants de la Société pour leurs mandats jusqu'à cette date;

- Sara Speed, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882, Luxembourg;

- Ingrid Moinet, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882, Luxembourg; et

- Antonino Ligresti, avec adresse professionnelle au 31, Via Scarlatti, I-20124 Milan.

Décharge pleine et entière est également accordée à M. Alexis Roux, avec adresse professionnelle au 46a, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, pour son mandat jusqu'à la date du 31 octobre 2014.

6) Les livres et documents de la Société dissoute seront conservés pendant 5 (cinq) ans au Luxembourg à l'ancien siège social de la Société, 5, rue Guillaume Kroll, L 1882 Luxembourg.

Il a été procédé à l'annulation du registre des actionnaires de la Société.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, ont été estimés à environ EUR 750.- (sept cent cinquante euros).

Le soussigné notaire qui comprend et parle anglais déclare que sur demande de la personne ayant comparu, le présent acte a été établi en anglais suivi d'une traduction française. Sur demande de la même personne ayant comparu et en cas de divergences entre les textes français et anglais, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le mandataire pré mentionné a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: A. BRION, R. ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 15 juin 2015. Relation: 1LAC/2015/18472. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 26 juin 2015.

Référence de publication: 2015102618/151.

(150111673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Utah JV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 148.852,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 141.982.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juin 2015.

Référence de publication: 2015100881/10.

(150110753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

Telesto S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 107.454.

In the year two thousand and fifteen, on the ninth June.

Before the undersigned Maître Jean SECKLER, notary residing at Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of the public limited company TELESTO S.A. having its registered office at L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach, R.C.S. Luxembourg number B 107 454, incorporated by deed of the Maître Alphonse LENTZ, then notary residing in Remich, on the 21st April 2005, published in the Mémorial C number 858 of the 7th September 2005,

having a share capital of thirty one thousand Euro (31,000.- EUR), represented by ten thousand (10,000) shares with a par value of three euro ten cent (3.10.- EUR) each.

The meeting is presided by Henri DA CRUZ, employee, residing professionally in Junglinster.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Mrs Cristiana SCHMIT, employee, residing professionally in Junglinster.

The board having thus been formed the chairman states and asks the notary to enact:

That the shareholders present or represented as well as the number of shares held by them are indicated on an attendance list, which after having been signed by the shareholders or their proxy-holders, shall remain annexed to this document and shall be filed at the same time with the registration authorities.

It results from the said attendance list that all the issued shares are present or represented, so that the present meeting can take place without prior convening notices.

That the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate upon the points of the agenda, which reads as follows:

Agenda:

- 1.- Decision to put the company into liquidation.
- 2.- Appointment of a liquidator and determination of his powers.
- 3.- Discharge to the directors and to the statutory auditor of the company for the performance of their mandates.
- 4.- Sundry.

After deliberation, the following resolutions were taken by unanimous vote by the meeting:

First resolution

The general meeting decides to dissolve the company and to put it into liquidation.

Second resolution

The general meeting resolves to appoint as liquidator of the company:

Dahlia Company Inc. having its registered office Via Espana, Elvira Mendez Street, Delta Tower, 14th Floor, Panama City, Panama.

The liquidator shall have the broadest powers to carry out its mandate, in particular all the powers provided for by article 144 and following of the law of August 10, 1915, concerning commercial companies.

Third resolution

The meeting gives full discharge to the directors of the company namely, Mr. Alexandre TASKIRAN, Mr. Nicolas MILLE and Mr Björn ODLANDER and the statutory auditor of the company namely TRUSTCONSULT LUXEMBOURG S.A. for the execution of their mandates.

Costs

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the present deed are estimated at one thousand euros.

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing parties the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the French and the English texts, the French version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up at Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, first names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le neuf juin.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme TELESTO S.A., avec siège social à L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach, R.C.S. Luxembourg numéro B 107 454, constituée suivant acte reçu par Maître Alphonse LENTZ, alors notaire de résidence à Remich, en date du 21 avril 2005, publié au Mémorial C numéro 858 du 7 septembre 2005,

ayant un capital social trente et un mille euros (31.000- EUR), représenté par dix mille (10.000) actions d'une valeur nominale de trois euros dix cents (3,10- EUR) chacune.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Henri DA CRUZ, employé, demeurant professionnellement à Junglinster.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutatrice, Madame Cristiana SCHMIT, employée, demeurant professionnellement à Junglinster.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

Les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, laquelle, signée par les actionnaires présents et les mandataires de ceux représentés, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Il résulte de ladite liste de présence que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur objets portés à l'ordre du jour, qui est conçu comme suit:

Ordre du jour:

- 1.- Décision de mise en liquidation de la société.
- 2.- Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs.
- 3.- Décharge aux administrateurs et au commissaire de la société pour l'exercice de leurs mandats.
- 4.- Divers.

Après délibération, les résolutions suivantes ont été prises à l'unanimité par l'assemblée:

Première résolution

L'assemblée décide de dissoudre la société et de la mettre en liquidation.

Deuxième résolution

L'assemblée désigne comme liquidateur de la société:

Dahlia Company Inc. ayant son siège social Via Espana, Elvira Mendez Street, Delta Tower, 14th Floor, Panama City, Panama.

Le liquidateur est investi des pouvoirs les plus étendus prévus par la loi et notamment par les articles 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Troisième résolution

L'assemblée donne décharge pleine et entière aux administrateurs de la société, à savoir Monsieur Alexandre TASKIRAN, Monsieur Nicolas MILLE et Monsieur Björn ODLANDER, et au commissaire aux comptes de la société, à savoir la société anonyme TRUSTCONSULT LUXEMBOURG S.A. pour l'exécution de leurs mandats.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à mille euros.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte français et anglais, la version française fera foi.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Henri DA CRUZ, Cristiana SCHMIT, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 11 juin 2015. Relation GAC/2015/4929. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015100853/110.

(150110375) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

Strom S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4384 Ehlerange, Zone Zare Ouest.

R.C.S. Luxembourg B 198.182.

—
STATUTS

L'AN DEUX MILLE QUINZE, LE VINGT-CINQ JUIN.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg-ville, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu

Monsieur Dominique BENIS, dirigeant de sociétés, né le 9 mars 1955 à Lyon (France), demeurant 2, rue Guillaume Capus à L-1314 Luxembourg,

lequel a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'il déclare constituer comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet**Art. 1^{er}.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de: STROM S.A.**Art. 2.** Le siège de la société est établi dans la Commune de Sanem.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration respectivement de l'administrateur unique, à tout autre endroit de la commune du siège.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg, au moyen d'une résolution de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires, au moyen d'une résolution de l'assemblée générale des actionnaires.

Le conseil d'administration respectivement l'administrateur unique aura le droit d'instituer des bureaux, centres administratifs, agences et succursales partout, selon qu'il appartiendra, aussi bien dans le Grand-Duché qu'à l'étranger.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger, se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'au moment où les circonstances seront redevenues complètement normales.

Un tel transfert ne changera rien à la nationalité de la société, qui restera luxembourgeoise. La décision relative au transfert provisoire du siège social sera portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société, qui, suivant les circonstances, est le mieux placé pour y procéder.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.**Art. 4.** La société a pour objet les activités de conseil économique ainsi que la commercialisation de solutions de gestion et de ses services associés, la prise d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits (marques, droits d'auteur notamment sur des logiciels informatiques, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle).

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle participe ou auxquelles elle s'intéresse directement ou indirectement tous concours, prêts, avances ou garanties et à ce titre, dans le cadre de son activité, la société pourra se porter caution en faveur de tiers, personnes physique ou morale sous réserve des dispositions légales afférentes.

La société pourra faire en outre toutes opérations financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

Capital - Actions**Art. 5.** Le capital souscrit de la société est fixé à 31.000 EUR (trente et un mille euros) représenté par 310 (trois cent dix) actions, chacune d'une valeur nominale de 100 EUR (cent euros).

Le capital autorisé est fixé à 100.000.000 EUR (cent millions d'euros), représenté par 1.000.000 (un million) d'actions d'une valeur nominale de 100 EUR (cent euros) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Le Conseil d'Administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 25 juin 2020, à augmenter en temps qu'il appartiendra le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé.

Ces augmentations du capital peuvent, ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration, être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission à libérer totalement ou partiellement en espèces, en nature ou par

compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, pour le cas où l'assemblée ayant décidé ces reports, réserves ou primes, l'a prévu, ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, le présent article sera à considérer comme automatiquement adapté à la modification intervenue.

Art. 6. Les actions de la société sont nominatives.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article trente-neuf de la loi concernant les sociétés commerciales.

La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur le dit registre.

Des certificats constatant ces inscriptions seront délivrées d'un registre à souches et signés par le président du conseil d'administration et un autre administrateur.

Les actions sont librement cessibles entre actionnaires. Toutefois, le Cédant comme le Cessionnaire sont tenus d'informer le Conseil d'Administration respectivement l'administrateur unique de la cession dans les quinze jours de celle-ci.

En dehors du cas précité et hormis le cas d'un accord de plus de la moitié du capital social, toute transmission d'actions pour cause de mort à un non actionnaire et toute cession ou transmission d'actions entre vifs à un non actionnaire est soumise au droit de préemption prioritaire de la société dans les limites légales, puis des autres actionnaires s'exerçant selon les modalités suivantes:

a. Tout actionnaire désireux de céder ses actions à un tiers est obligé de notifier son intention par lettre recommandée au Conseil d'Administration respectivement l'administrateur unique ainsi qu'à tous les autres actionnaires. Cette notification comprend l'identité du (des) cessionnaires éventuel(s), le nombre des actions à céder, ainsi que le prix et les conditions auxquels la cession devrait s'opérer.

b. La société bénéficie d'un droit de préemption prioritaire qui s'exerce pendant un délai de 60 jours depuis la notification prévue au point a. ci-dessus: La société désireuse de préempter selon une décision prise à plus de la moitié du capital social, informera l'actionnaire cédant par lettre recommandée et le Conseil d'Administration respectivement l'administrateur unique par le dépôt au siège d'un original de sa décision, de son intention et du nombre d'actions qu'elle désire préempter.

En l'absence de notification dans ce délai, la société est censée de manière irréfragable avoir renoncé à son droit de préemption prioritaire.

c. Au cas où les actions devant être cédées n'auraient pas toutes été préemptées par la société, le Conseil d'Administration respectivement l'administrateur unique informe tous les actionnaires d'une absence de préemption totale par lettre recommandée.

Les actionnaires disposent alors d'un délai de 30 jours à la suite de la date de la notification pour exercer leur droit de préemption sur le solde des actions non préemptées au prorata de leur participation au capital.

Les actionnaires indiqueront leur volonté de préempter par voie de lettre recommandée à l'actionnaire cédant et au Conseil d'Administration respectivement l'administrateur unique.

d. Au cas où la procédure de préemption ci-dessus décrite n'aboutirait pas faute de rachat de la totalité des actions, les actionnaires autres que le cédant, désigneront dans un délai de trois mois et par écrit, le cessionnaire de leur choix.

En l'absence de désignation à l'issue de ce délai, l'actionnaire cédant pourra réaliser son projet de cession selon les conditions prévues dans sa notification initiale.

Les règles relatives au droit de préemption sont applicables peu importe la forme juridique de la cession: vente, don, échange ou autre. L'inobservation de ce droit entraînera la nullité de la cession intervenue, tant entre les parties que vis-à-vis de la société.

Art. 7. La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action.

S'il y a plusieurs propriétaires par action, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire. Il en sera de même dans le cas d'un conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier gagiste.

Art. 8. Le conseil d'administration respectivement l'administrateur unique peut, sur décision de l'assemblée générale des actionnaires, autoriser l'émission d'emprunts obligataires convertibles sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payable en quelque monnaie que ce soit.

Le conseil d'administration respectivement l'administrateur unique déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêts, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait. Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Les obligations doivent être signées par deux administrateurs respectivement l'administrateur unique; ces deux signatures peuvent être soit manuscrites, soit imprimées, soit apposées au moyen d'une griffe.

Administration - Surveillance

Art. 9. En cas de pluralité d'actionnaires, la société doit être administrée par 3 (trois) membres au moins, actionnaires ou non.

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administrateur pour être limitée à 1 (un) membre, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs ou l'administrateur unique seront élus par l'assemblée des actionnaires pour un terme qui ne peut excéder 6 (six) ans et toujours révocables par elle.

Les administrateurs sortants peuvent être réélus.

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président et s'il en décide ainsi, un ou plusieurs vice-présidents du conseil d'administration. Le premier président sera désigné par l'assemblée générale. En cas d'absence du président, les réunions du conseil d'administration sont présidées par un administrateur présent désigné à cet effet.

Art. 10. Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président du conseil ou de deux de ses membres.

Les administrateurs seront convoqués séparément à chaque réunion du conseil d'administration. Sauf le cas d'urgence qui doit être spécifié dans la convocation, celle-ci sera notifiée au moins huit jours avant la date fixée pour la réunion.

Le conseil se réunit valablement sans convocation préalable au cas où tous les administrateurs sont présents ou valablement représentés.

Les réunions du conseil d'administration se tiennent au lieu et à la date indiquée dans la convocation.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou valablement représentée. La présence peut également être assurée par téléphone ou vidéo conférence.

Tout administrateur empêché peut donner par écrit délégation à un autre membre du conseil pour le représenter et pour voter en son lieu et place.

Les résolutions du conseil seront prises à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voie de celui qui préside la réunion sera prépondérante.

Les résolutions signées par tous les administrateurs seront aussi valables et efficaces que si elles avaient été prises lors d'un conseil dûment convoqué et tenu. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique et peuvent être révélées par lettres, télégrammes, télex ou fax.

Un administrateur, ayant des intérêts personnels opposés à ceux de la société dans une affaire soumise à l'approbation du conseil, sera obligé d'en informer le conseil et de se faire donner acte de cette déclaration dans le procès-verbal de la réunion. Il ne peut prendre part aux délibérations afférentes du conseil.

Lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires, avant de procéder au vote de toute autre question, les actionnaires seront informés des matières où un administrateur a un intérêt personnel opposé à celui de la société.

Au cas où un membre du conseil d'administration a dû s'abstenir pour intérêt opposé, les résolutions prises à la majorité des membres du conseil présents ou représentés à la réunion et qui votent, seront tenues pour valables.

Lorsque la société comprend un associé unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la société et son administrateur ayant eu un intérêt opposé à celui de la société.

Art. 11. Les décisions du conseil d'administration seront constatées par des procès-verbaux, qui seront insérés dans un registre spécial et signé par au moins un administrateur.

Les copies ou extraits de ces minutes doivent être signées par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs ou l'administrateur unique.

Art. 12. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi du 10 août 1915, telle que modifiée ou par les statuts de la société à l'assemblée générale, seront de la compétence du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

Art. 13. Le conseil d'administration peut déléguer des pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique peut désigner des mandataires ayant des pouvoirs définis et les révoquer en tout temps. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique peut également déléguer la gestion journalière de la société à un de ses membres ou non.

Art. 14. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique représente la société en justice, soit en demandant soit en défendant.

Les exploits pour ou contre la société sont valablement faits au nom de la société seule.

Art. 15. Vis-à-vis des tiers la société est engagée en toutes circonstances, en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de cet administrateur, et en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de 2 (deux) administrateurs, ou encore par la signature individuelle du préposé à la gestion journalière, dans les limites de ses pouvoirs, ou par la signature individuelle ou conjointe d'un ou de plusieurs mandataires dûment autorisés par le conseil d'administration.

Art. 16. La surveillance des opérations de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale ou l'actionnaire unique, qui fixe le nombre, leurs émoluments et la durée de leurs mandats, laquelle ne pas dépasser 6 (six) ans.

Tout commissaire sortant est rééligible.

Assemblées

Art. 17. S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés par l'assemblée des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la société.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 18. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le 3^{ème} vendredi du mois de juin à 14.00 heures. Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Les actionnaires peuvent participer à l'assemblée générale annuelle par visioconférence ou par tous moyens de télécommunication permettant leur identification et satisfaisant aux caractéristiques techniques telles que requises par la loi à la condition que la visioconférence ou les moyens de télécommunication se tiennent au Grand-Duché du Luxembourg et que ces moyens puissent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Art. 19. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration respectivement par l'administrateur unique ou le commissaire aux comptes. Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant au moins 10% du capital social.

Les actionnaires peuvent participer à l'assemblée générale extraordinaire par visioconférence ou par tous moyens de télécommunication permettant leur identification et satisfaisant aux caractéristiques techniques telles que requises par la loi, le tout dans les limites permises par la loi.

Art. 20. Chaque action donne droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Année Sociale - Répartition des Bénéfices

Art. 21. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 22. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 23. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Disposition Générale

Art. 24. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice commence le jour de la constitution pour se terminer le 31 décembre 2015.

La première assemblée générale annuelle se réunira le 3^{ème} vendredi du mois de juin 2016 à 14.00 heures.

Par exception aux articles 9 et 13 des statuts, les premiers administrateurs et délégués à la gestion journalière ainsi que le Président du conseil d'administration peuvent être nommés par l'assemblée générale à tenir immédiatement après la constitution de la société.

Souscription

Les statuts de la société ayant été établis, le comparant précité déclare souscrire aux 310 (trois cent dix) actions représentant l'intégralité du capital social.

Toutes ces actions ont été libérées partiellement à hauteur de 25% par un versement en espèces, de sorte que la somme de 7.750 EUR (sept mille sept cent cinquante euros) se trouve dès à présent à la disposition libre de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié les conditions par l'article 26 de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée ultérieurement et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant, au moins approximatif, des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, est évalué approximativement à EUR 1.200,-.

Assemblée générale extraordinaire

Le comparant pré qualifié, représentant la totalité du capital souscrit, se considérant comme dûment convoqué, s'est ensuite constitué en assemblée générale extraordinaire et a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à 1 (un) et celui des commissaires à 1 (un).
2. A été appelé à la fonction d'administrateur: Monsieur Dominique BENIS, né le 9 mars 1955 à Lyon (France), demeurant 2, rue Guillaume Capus à L-1314 Luxembourg.

Le mandat de l'administrateur viendra à échéance lors de l'assemblée générale annuelle à tenir en 2020.

3. A été appelée aux fonctions de commissaire: la société NEO-3 SA, située 29, rue des Martyrs à L-3739 Rumelange, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B149167.

Le mandat du commissaire viendra à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2020.

4. Le siège social est fixé: Zone Zare Ouest à L-4384 Ehlerange, Commune de Sanem.

Clôture

Le notaire instrumentant a rendu les comparants attentifs au fait que la société nouvellement constituée doit introduire une demande pour faire le commerce. Sur ce, le comparant a déclaré faire lui-même les démarches nécessaires à ces fins.

DONT ACTE, fait à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, cette dernière a signé le présent acte original avec le notaire.

Signé: D. BENIS, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 26 juin 2015. Relation: 1LAC/2015/19917. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07 juillet 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015109769/258.

(150119236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2015.

Siska Invest S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 53.204.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015101739/9.

(150111442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

WP Energy Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 192.400.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-eight day of May.

Before us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

WP Energy International Holdings (Cayman) L.P., a limited partnership organized and existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Intertrust Corporate Services (Cayman) Limited, 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KYI-9001, Cayman Islands, registered with the Registrar of Exempted Limited Partnerships of the Cayman Islands,

here represented by Ms. Maria Grosbusch, Juriste, professionally residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on 27 May 2015.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of WP Energy Luxco S.à r.l. (hereinafter the "Company"), a société à responsabilité limitée, having its registered office at 412F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 192400, incorporated pursuant to a notarial deed on November 19, 2014, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") on December 23, 2014, under number 3971. The articles of incorporation of the Company have not been amended since.

The appearing party representing the entire share capital declares having waived any notice requirement and may validly deliberate on all the items of the following agenda:

Agenda

1. Increase of the share capital of the Company from its current amount of fifty thousand euro (EUR 50,000) by an amount of seventy-five thousand euro (EUR 75,000) up to one hundred twenty-five thousand euro (EUR 125,000) through the issue of seventy-five thousand (75,000) shares with a nominal value of one euro (EUR 1).

2. Subsequent amendment of article 5.1 of the articles of incorporation.

3. Miscellaneous.

Then the sole shareholder took the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder decides to increase the Company's share capital by an amount of seventy-five thousand euro (EUR 75,000) so as to raise it from its current amount of fifty thousand euro (EUR 50,000) up to one hundred twenty-five thousand euro (EUR 125,000) through the issue of seventy-five thousand (75,000) shares, having a nominal value of one euro (EUR 1).

The seventy-five thousand (75,000) new shares have been subscribed by WP Energy International Holdings (Cayman) L.P., aforementioned, for the price of seventy-five thousand euro (EUR 75,000).

The shares so subscribed have been fully paid up by a contribution in cash so that the amount of seventy-five thousand euro (EUR 75,000) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution of seventy-five thousand euro (EUR 75,000), shall be entirely allocated to the share capital.

Second resolution

As a consequence of the above, the sole shareholder decides to amend article 5.1 of the articles of incorporation of the Company which shall read as follows:

“**5.1.** The Company's share capital is set at one hundred twenty-five thousand euro (EUR 125,000), represented by one hundred twenty-five thousand (125,000) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.”

Costs and Expenses

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at one thousand five hundred euro.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède.

L'an deux mille quinze, le vingt-huit mai.

Par-devant nous, Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

A Comparu:

WP Energy International Holdings (Cayman) L.P., une société (limited partnership) organisée et existant selon les lois des Îles Caïmans, ayant son siège social au Intertrust Corporate Services (Cayman) Limited, 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KYI-9001, Cayman Islands, enregistrée auprès du Registrar of Exempted Limited Partnerships of the Cayman Islands,

dûment représentée par Madame Maria Grosbusch, Juriste, résidant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 27 mai 2015.

Ladite procuration paraphée ne varietur par la mandataire de la partie comparante et le notaire restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante est l'associé unique de WP Energy Luxco S.à r.l. (ci-après la "Société"), une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 412F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 192400, constituée selon acte notarié en date du 19 novembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial"), numéro 3971, le 23 décembre 2014. Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis lors.

La partie comparante, représentant l'intégralité du capital social, déclare avoir renoncé à toute exigence de convocation et peut valablement délibérer sur tous les points figurant à l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de soixante-quinze mille euros (EUR 75.000) pour le porter de son montant actuel de cinquante mille euros (EUR 50.000) à cent vingt-cinq mille euros (EUR 125.000) par l'émission de soixante-quinze mille (75.000) parts sociales, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1).

2. Modification subséquente de l'article 5.1 des statuts de la Société.

3. Divers.

Par conséquent, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de soixante-quinze mille euros (EUR 75.000) pour le porter de son montant actuel de cinquante mille euros (EUR 50.000) à cent vingt-cinq mille euros (EUR 125.000) par l'émission de soixante-quinze mille (75.000) parts sociales, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1).

Les soixante-quinze mille (75.000) nouvelles parts sociales ont été souscrites par WP Energy International Holdings (Cayman) L.P., susmentionnée, pour un prix de soixante-quinze mille euros (EUR 75.000).

Les parts sociales ainsi souscrites ont été entièrement libérées par voie d'apport en numéraire, de sorte que le montant de soixante-quinze mille euros (EUR 75.000) est dès à présent à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

L'apport global de soixante-quinze mille euros (EUR 75.000) est entièrement affecté au capital social.

Deuxième résolution

En conséquence de ce qui précède, l'associé unique décide de modifier l'article 5.1 des statuts de la Société qui sera désormais rédigé comme suit:

« 5.1. Le capital social de la Société est fixé à cent vingt-cinq mille euros (EUR 125.000), représenté par cent vingt-cinq mille (125.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune. »

Frais et Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société et qui sont mis à sa charge à raison des présentes sont estimés à mille cinq cents euros.

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même partie comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ladite mandataire a signé le présent acte ensemble avec le notaire.

Signé: M. GROSBUSCH, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 05 juin 2015. Relation: EAC/2015/12767. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Releveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2015100914/109.

(150110947) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2015.

Sorille S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 100.877.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue exceptionnellement le 8 mai 2015

L'Assemblée renouvelle le mandat d'administrateur de catégorie A de Monsieur Peder Fredrikson, administrateur de sociétés, demeurant au Crêt-Chemin du Graboz à CH-1091 Aran, Suisse, les mandats d'administrateurs de catégorie B de Madame Bérénice Kunnari, employée privé, avec adresse professionnelle au 40 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg et de la société Lux Business Management S.à r.l., ayant son siège social au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg ainsi que le mandat de commissaire aux comptes de CO-VENTURES S.A., ayant son siège social au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2015.

Luxembourg, le 26 juin 2015.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015101752/18.

(150111491) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Stena Drilling International, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 155.347.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015101762/9.

(150111562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Stena Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 112.140.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015101764/9.

(150112219) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

STENA Royal S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 133.189.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015101765/9.

(150111288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Crédit Suisse (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 11.756.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société tenue en date du 21 mai 2015

En date du 21 mai 2015, l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société a décidé de nommer Monsieur André HELFENSTEIN, né le 26 février 1967 à Thalwil, Suisse, résidant professionnellement à l'adresse suivante: 231,

Uetlibergstrasse, 8045 Zürich, Suisse, en tant que nouvel administrateur de la Société avec effet immédiat et ce jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2018.

Le conseil d'administration de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Dr. Romeo LACHER, président
- Monsieur Yves MAAS
- Monsieur André PRUM
- Monsieur Pierre FLEURIOT
- Monsieur Dominik MÜNCHBACH
- Madame Beat SPÜHLER
- Monsieur Hans-Jörg TURTSCHI
- Monsieur Theis Karlheinz WENKE
- Monsieur André HELFENSTEIN

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 juillet 2015.

CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) S.A.

Signature

Référence de publication: 2015108561/27.

(150117907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2015.

Digital Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 110.216.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15.06.2015.

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2015103798/12.

(150114048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Financière CLAC S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 62, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 177.257.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Cette mention remplace le dépôt initial L150111694 déposé le 29/06/2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015103885/10.

(150114136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

EdR Real Estate (Eastern Europe) Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 125.166.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2015.

Référence de publication: 2015103832/10.

(150114364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.
